

Instantanés septembre 2023

Dossier de la rédaction de H2o
September 2023

Monde  

  
  

Le changement climatique compromet la quasi-totalité des ODD

   mi-parcours du Programme de développement durable à l'horizon 2030, les données scientifiques sont sans équivoque : la planète est loin d'atteindre les objectifs climatiques fixés. Selon un nouveau rapport élaboré par plusieurs institutions sous la coordination de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), cette situation compromet les efforts déployés à l'échelle mondiale pour lutter contre la faim, la pauvreté et les problèmes de santé, améliorer l'accès à l'eau potable et l'énergie, ainsi que de nombreux autres aspects du développement durable.

OMM    Rapport    United in Science 2023

  

Les droits et le bien-être des enfants, loin du compte

   mi-parcours de la r  alisation des Objectifs de développement durable (ODD) dont l'échéance est fixée en 2030, les deux tiers des indicateurs ayant trait aux enfants ne sont pas sur la bonne voie pour atteindre les cibles prévues, avertit l'UNICEF dans un rapport publi   le 18 septembre. D'après ce rapport, intitulé    Progress on Children's Well-Being: Centring child rights in the 2030 Agenda   (Progrès en faveur du bien-être des enfants : Placer les droits de l'enfant au cœur du Programme 2030), seuls 11 pays abritant à peine 6 % de la population infantile mondiale (soit 150 millions d'enfants) ont atteint 50 % des cibles en faveur des enfants - le niveau de concrétisation le plus élevé observé jusqu'ici à l'échelle du globe. Si les progrès continuent à ce rythme, seuls 60 pays (dans lesquels vivent tout juste 25 % de la population infantile mondiale) auront atteint les cibles fixées à l'horizon 2030. Une situation qui laissera de côté environ 1,9 milliard d'enfants dans 140 pays.

UNICEF

  

Recrudescence du choléra à l'échelle mondiale

Des statistiques complètes sur le choléra pour 2022 publiées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) mettent en lumière l'échelle et l'ampleur de la recrudescence actuelle du choléra. Bien que les données sur le choléra restent

insuffisantes, le nombre de cas signalés à l'OMS en 2022 a plus que doublé par rapport à 2021. 44 pays ont signalé des cas, soit une augmentation de 25 % par rapport aux 35 pays qui en avaient signalé en 2021. Non seulement il y a eu davantage de flambées épidémiques, mais ces flambées ont aussi été plus importantes. Sept pays - Afghanistan, Cameroun, Malawi, Nigéria, République arabe syrienne, République démocratique du Congo et Somalie - ont signalé chacun plus de 10 000 cas suspects et confirmés. Plus l'épidémie est importante, plus elle est généralement difficile à maîtriser.

OMS

À

Est-il possible d'encourager l'utilisation systématique des filtres à eau ?

Pendant les épisodes de sécheresse persistante, l'approvisionnement en eau potable de la population est critique. Dans ces situations d'urgence, les filtres à eau sont d'une importance capitale pour prévenir les maladies. Toutefois, ce n'est pas la distribution de filtres qui fait défaut, mais leur utilisation systématique au quotidien. Des chercheurs de l'Institut de recherche sur l'eau EAWAG en ont analysé les causes au nord du Kenya.

Determinants of consistency of use of household water filters in emergencies: Insights from a protracted drought in Northern Kenya, George Kiambuthi Wainaina and al., PLoS Water - EAWAG

À

AU-DELÀ DES MOTS

L'effondrement climatique a commencé

"L'effondrement climatique a commencé", a déclaré le secrétaire général des Nations unies. En employant en anglais le mot de breakdown, António Guterres a annoncé le 5 septembre d'un nouveau record de température : selon l'Observatoire européen Copernicus, les trois derniers mois de l'été boréal - juin, juillet et août 2023 - ont été les plus chauds jamais connus par l'humanité. La température moyenne mondiale a atteint 16,77 °C, soit 0,66 °C au-dessus des moyennes de la période 1991-2020.

Le propos du secrétaire général s'inscrit dans une volonté de pousser les décideurs à agir contre le dérèglement climatique. Néanmoins, la traduction française n'a pas manqué de faire débat car elle ne correspond pas à une définition scientifique.

Copernicus, Climat Change Service - communiqué

Nations unies - communiqué

Les explications de Libération

L'association des "climatologues" a profité de cette polémique sémantique pour publier la traduction d'un article de l'économiste Richard Tol, paru dans le Frankfurter Allgemeine Zeitung. Du point de vue de l'auteur si le changement climatique est réel, ce n'est pas l'apocalypse et la crainte erronée d'une catastrophe conduit à l'extrémisme et à des politiques de protection climatique excessives.

Article

À

L'IA générative a-t-elle fait exploser la consommation d'eau des géants de la tech ?

6,4 milliards de litres d'eau, ou 2 500 piscines olympiques : c'est la consommation d'eau de Microsoft en 2022, soit une augmentation de 34 % par rapport à 2021. Chez Google, la hausse est de 20 % sur la même période, d'après les rapports de responsabilité environnementale respectifs de ces firmes, cités par les journalistes de l'agence Associated Press (AP). S'agissant de Microsoft en particulier, l'étude impute principalement la hausse de la consommation d'eau à des investissements importants dans l'IA générative (IA capable de générer un contenu tel qu'un texte ou une image) et son partenariat avec OpenAI, l'entreprise qui a conçu l'IA générative ChatGPT, et dans laquelle Microsoft a commencé à investir dès 2019.

Magazine GEO

A.I. tools fueled a 34% spike in Microsoft's water consumption, and one city with its data centers is concerned about the effect on residential supply - Fortune

Microsoft 2022 Environmental Sustainability Report

Google 2023 Environmental Report

RECHERCHE

Un système d'alarme précoce pour les stations d'épuration

Dans les stations d'épuration, c'est une communauté variée composée de diverses bactéries qui fait le plus gros du travail à l'étape du traitement biologique dans les boues activées des eaux usées. Les espèces et le nombre de bactéries présentes dans ce microbiome peuvent varier, par exemple en fonction des saisons ou à cause d'autres facteurs environnementaux. Le cas échéant, de tels changements peuvent avoir pour conséquence d'entraver le processus de traitement, qui ne fonctionne alors plus de manière optimale. Le séquençage du patrimoine génétique par séquençage de l'ADN permet de déterminer la composition du microbiome. Néanmoins, de telles analyses nécessitent jusqu'à récemment un certain temps, des laboratoires ultra spécialisés et un équipement onéreux. Une équipe de l'Institut de recherche sur l'eau EAWAG a aussi réalisé des analyses ADN directement sur place dans plusieurs stations d'épuration et à obtenir les résultats quelques heures plus tard grâce à de nouveaux appareils de séquençage beaucoup plus petits. Cela permet de prendre des contre-mesures avant même que les changements indésirables du microbiome n'aient un impact négatif sur le processus de traitement. Dans un article qui vient de paraître dans le magazine Aqua & Gas, les chercheurs expliquent la méthodologie testée dans plusieurs stations d'épuration.

EAWAG - Publication originale (en allemand)

À

PUBLICATIONS

Prot ger les glaciers pour pr server les écosystèmes émergents

Dans le contexte actuel de dérèglement climatique, une équipe franco-suisse de glaciologues et d'écologues modélise et explore l'évolution des glaciers sur Terre d'ici à 2100. Cette analyse d' taill e globale simule l'évolution des 210 000 glaciers de notre planète (hormis les calottes de l'Antarctique et du Groenland) et ses conséquences écologiques. Elle cartographie et modélise également la topographie et les températures de l'air des zones qui émergeront lors du retrait des glaciers. Leur étude publiée dans la revue à Nature  montre comment prot ger les glaciers et les écosystèmes postglaciaires par l'atténuation du changement climatique et par des mesures de protection in situ.

Future emergence of new ecosystems caused by glacial retreat, JB Bosson et al. -à Nature  (article payant)

INRAE

 

Chemical pollution of mountain lakes

Biofilm community composition is changing in remote mountain lakes with a relative increase in potentially toxigenic algae

Mountain lakes provide clear drinking water to humankind but are strongly impacted by global change. Benthic biofilms are crucial for maintaining water quality in these oligotrophic lakes, yet little is known about the effects of global change on mountain biofilm communities. By combining analyses of metabarcoding data on 16S and 18S rRNA genes with climatic and environmental data, researchers from the University of Toulouse III Paul Sabatier investigated global change effects on the composition of biofilm prokaryotic and micro-eukaryotic assemblages in a five-year monitoring program of 26 Pyrenean lakes (2016-2020). Using time-decay relationships and within-lake dissimilarity modelling, they show that the composition of both prokaryotic and micro-eukaryotic biofilm communities significantly shifted and their biodiversity declined from 2016 to 2020. In particular, analyses of temporal trends with linear mixed models indicated an increase in the richness and relative abundance of cyanobacteria, including potentially toxigenic cyanobacteria, and a concomitant decrease in diatom richness and relative abundance. While these compositional shifts may be due to several drivers of global change acting simultaneously on mountain lake biota, water pH and hardness were, from their data, the main environmental variables associated with changes for both prokaryotic and micro-eukaryotic assemblages.

Biofilm community composition is changing in remote mountain lakes with a relative increase in potentially toxigenic algae, Dirk Schmeller et al. -  Water Research   

 

Le lac de l'anthropocène

Le lac Crawford, en Ontario au Canada, serait le témoins de l'entrée dans l'anthropocène. Des chercheurs ont identi  ce site comme le plus significatif d'un basculement vers cette ère marquée par l'impact de l'humanité. Cette proposition n'a pas encore de valeur officielle.

Photo Cole Burston  -  La Presse Canadienne

AFP  -  YouTube

À

Aires marines protégées

Concilier la préservation des habitats et des espèces et le développement durable des activités humaines

Trouver un équilibre entre la préservation des habitats et des espèces et le développement durable des activités humaines dans les aires marines protégées (AMP) est complexifiée dans les zones côtières où la dynamique des sédiments entraîne des changements naturels des habitats. À partir d'une étude approfondie de la dynamique sédimentaire et de l'évolution côtière à trois échelles temporelles (du millénaire à l'événement) dans le Parc marin Gironde et des Pertuis (côte atlantique française), les chercheurs du laboratoire LIENSs (Littoral Environnement et Sociétés, La Rochelle, France) ont identifié 5 activités exerçant une interaction maximale avec la dynamique côtière : mise en valeur des terres, la conchyliculture, les défenses côtières, le dragage et l'extraction de sable. Ces activités sont au cœur des problématiques de gestion et de préservation de l'environnement. Ce bilan et la discussion des interactions entre les activités humaines et le comportement côtier leur ont permis de formuler des recommandations susceptibles de contrecarrer les instabilités et les effets secondaires négatifs. Il s'agit principalement de la dépollution, du recul stratégique, de l'optimisation et de la suffisance. Compte tenu de la diversité des environnements côtiers et des activités humaines rencontrées dans le GPMP, ce travail est transférable à de nombreuses AMP et zones côtières dont l'objectif est de favoriser des activités humaines durables et compatibles avec la préservation des habitats.

Understanding morphological evolution and sediment dynamics at multi-time scales helps balance human activities and protect coastal ecosystems: An example with the Gironde and Pertuis, Marine Park, A. Schmitt, E. Chaumillon - Science of The Total Environment

Inondations côtières

Vers des marées plus importantes sous l'effet des conditions météo ?

La compréhension des facteurs de changement des marées est un défi majeur pour la prévision des inondations côtières au cours du siècle prochain. Alors que les interactions entre les marées et les surtensions atmosphériques ont été étudiées, les effets du vent et de la pression atmosphérique sur les marées à l'échelle annuelle n'ont pas été étudiés. Les chercheurs du laboratoire LIENSs (Littoral Environnement et Sociétés, La Rochelle, France) ont travaillé sur le plateau nord-ouest de l'Europe en proposant une approche de modélisation utilisant le modèle MARS en eaux peu profondes pour comprendre et quantifier les effets météorologiques sur les caractéristiques des marées. Les influences combinées et relatives du vent et de la pression sont étudiées à l'aide de quatre scénarios à travers plusieurs années données météorologiques. Il est démontré qu'une partie des changements observés provient des changements du niveau moyen de la mer induits par les conditions météorologiques.

Atmospheric Wind and Pressure-Driven Changes in Tidal Characteristics over the Northwestern European Shelf, Jack Challis et al. - Journal of Marine Science and Engineering Special Issue on Natural Hazards: Coastal Erosion, Inundation and Sea-Level Rise

À

Tendances à long terme de la salinité dans les zones humides côtières

Les écosystèmes côtiers d'eau douce jouent un rôle majeur en tant que réservoirs de biodiversité et fournissent de nombreux services écosystémiques ainsi qu'une protection contre les phénomènes météorologiques extrêmes. Bien qu'ils revêtent une importance particulière dans le monde entier, ils sont affectés par une grande variété de menaces anthropogéniques, parmi lesquelles la salinisation a été moins étudiée, en particulier en ce qui concerne les grands ensembles de données temporelles et spatiales basées sur des scénarios réels, alors que la salinité peut avoir un impact sur la biodiversité et le fonctionnement de l'écosystème. Dans cette étude, les chercheurs du laboratoire LIENSs (Littoral ENvironnement et Sociétés, La Rochelle, France) ont examiné les variations de la salinité sur des échelles temporelles à long terme (1996-2020) et saisonnières (relevés mensuels) et sur des échelles spatiales (distance variable par rapport au littoral) dans les masses d'eau de deux zones humides côtières temporelles typiques situées sur la côte atlantique de la France. L'étude est une première à examiner les changements à long terme de la salinité dans les zones humides côtières par le biais de processus naturels (embruns, variations saisonnières) et de perturbations climatiques permanentes (ondes marines liées à des événements météorologiques extrêmes, augmentation de la température, diminution des précipitations).

Long-term trends of salinity in coastal wetlands: Effects of climate, extreme weather events, and sea water level, L. Lorrain-Soligon et al. - Environmental Research

À

Cahier des Ponts sur la pollution plastique

Le Cahier des Ponts n° 7 propose en 50 pages un tour d'horizon de cette problématique complexe dont s'est saisie l'École des Ponts ParisTech, au sein notamment du LEESU (Laboratoire Eau, Environnement et Systèmes Urbain) qui a adopté, depuis plus de 10 ans, une démarche visant à comprendre les origines et flux de plastique, des milieux urbains aux milieux récepteurs continentaux. Issues d'un travail collaboratif avec les universités Gustave Eiffel et Paris Est-Créteil, ses recherches ont contribué à des développements méthodologiques et des avancées scientifiques majeurs.

Cahier des Ponts 7

À

Vers des silicones plus respectueux de la santé et de l'environnement

Les polysiloxanes, nom scientifique des silicones, possèdent des propriétés exceptionnelles et sont donc utilisés dans de nombreux domaines. Du cosmétique à l'aérospatial, on les retrouve absolument partout ! Néanmoins, lors de leur synthèse, peuvent se former des oligosiloxanes cycliques, de petites molécules dont certaines sont classées toxiques pour l'environnement et suspectées comme pouvant être des perturbateurs endocriniens. Pour corriger cet inconvénient, une équipe de scientifiques dirigée par un chercheur du CNRS vient de mettre au point un nouveau procédé permettant de synthétiser des silicones à partir de siloxanes cycliques de manière plus propre et plus écologique, tout en empêchant la formation de ces impuretés dans le produit fini. Ces résultats, qui viennent d'être publiés dans la revue Science, pourraient avoir des retombées considérables dans le secteur industriel.

Ring-opening polymerization of cyclic oligosiloxanes without producing cyclic oligomers - Science (accès réservé)

CNRS

À

Vers des plastiques biodégradables et recyclables ? La piste des PHAs progresse

Alors que la pollution plastique envahit les moindres recoins de la planète, des chercheuses et des chercheurs planchent sur des alternatives. Leur Graal ? Un polymère qui permettrait de conserver les avantages des matériaux plastiques tout en évitant leurs inconvénients. À l'occasion du sommet de l'ONU pour les objectifs du développement durable qui a lieu ces 18 et 19 septembre, Sophie Guillaume, directrice de recherche CNRS en chimie des polymères à l'Université de Rennes, présente les progrès récents faits par les chercheurs sur une de ces alternatives, les polyhydroxyalcanoates ou PHAs. Ceux-ci peuvent être fabriqués à partir de végétaux et ils sont biodégradables et recyclables, sur plusieurs cycles, en laboratoire.

The Conversation

À

Balancing-oriented hydropower operation makes the clean energy transition more affordable and simultaneously boosts water security

Reservoir hydropower offers a compelling combination of stability and flexibility services for modern water and power grids. However, its operating flexibility is poorly characterized in energy system planning, missing opportunities to cost-effectively uptake variable renewable energy (VRE) for a clean energy transition. In this study, a research team from the National University of Singapore has developed a fully coupled reservoir operation and energy expansion model to quantify the economic and environmental benefits attained from adaptive hydropower operation in a high VRE future. Their case study of the China Southern Power Grid reveals that, in a 2050 net-zero grid, simply adapting hydropower operations to balance VRE can reduce 2018-2050 total system costs by 7% (that is, US\$28.2 billion) and simultaneously save 123.8 km³ of water each year (that is, more than three times the reservoir capacity of the Three Gorges Dam). These vast, yet overlooked, cost- and water-saving potentials highlight the importance of incorporating balancing-oriented hydropower operation into future pathways to jointly decarbonize and secure power and water grids.

Balancing-oriented hydropower operation makes the clean energy transition more affordable and simultaneously boosts water security, Zhanwei Liu & Xiaogang He - *Nature Water*

À

Un procédé de dessalement à faible consommation d'énergie

Une équipe de l'Université de Bath (Royaume-Uni) a mis au point un nouveau procédé de dessalement à faible consommation énergétique. Selon l'équipe de recherche dirigée par Frank Marken, le procédé serait adapté pour utilisation à petite échelle, là où aucune infrastructure de traitement de l'eau n'est disponible, comme par exemple dans les régions isolées ou les zones sinistrées. Le procédé n'utilise pas de pression externe, mais une énergie électrique juste suffisante pour attirer les ions chlorure à travers la membrane de filtration vers une électrode chargée positivement. Les molécules d'eau sont en même temps poussées à travers la membrane, un peu à la manière d'un piston. Attirés par l'électrode chargée négativement, les ions sodium restent de l'autre côté de la membrane. Les ions chlorure sont ensuite recyclés dans la chambre contenant l'eau salée et le processus est répété, attirant progressivement de plus en plus de molécules d'eau. Pour l'heure, la technologie n'en est qu'au stade de la preuve de concept, puisqu'elle ne convertit que quelques millilitres. L'équipe attend des partenaires afin d'étendre le procédé et calculer sa consommation d'énergie avec plus de précision. La recherche a été publiée dans *ACS Applied Materials & Interfaces*.

Frank Marten et al., "Tuning and Coupling Irreversible Electroosmotic Water Flow in Ionic Diodes: Methylation of an

Intrinsically Microporous Polyamine (PIM-EA-TB)" - ACS

WQP Water Quality Products

IDES & DIBATS

Urgences

Le nouveau numéro de la revue La Géographie est disponible. À l'occasion du Festival international de géographie (2 septembre-1er octobre, Paris), la Société de géographie a préparé un dossier inédit sur la thématique de l'édition "Urgences".

Société de géographie

Sommet sur les ODD 2023

Remettre le monde sur la bonne voie. Un décryptage de Focus 2030

Selon un sondage exclusif conduit par YouGov et réalisé par le Development Engagement Lab et Focus 2030, les Français connaissent les Objectifs de développement durable et l'Agenda 2030. Le dossier spécial réalisé par Focus 2030 entend rappeler à travers des faits et chiffres sources le contexte dans lequel ce sommet se déroule : 15 % seulement des indicateurs de suivi des ODD sont sur la bonne voie pour être atteints en 2030, tandis que 48 % présentent un retard modéré ou grave, et que 37 % enregistrent une stagnation, voire un recul par rapport à la situation qui prévalait en 2015. Les multiples crises en cours (sanitaire, économique, géopolitique, climatique, environnementale...) ont ralenti voire annihilé les progrès réalisés en matière de lutte contre la pauvreté et d'accès à l'éducation et à la santé. Enfin, il existe un important déficit de financement de l'Agenda 2030, dont le montant annuel est estimé à 3 900 milliards de dollars pour les seuls pays en développement.

Focus 2030 - Media Connect

La croissance verte de moins en moins crédible pour les universitaires

La notion de croissance verte, c'est-à-dire l'idée que les objectifs environnementaux peuvent être alignés sur une croissance économique continue - reste l'orthodoxie économique commune à de grandes institutions telles que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Union européenne et la Banque mondiale.

En dépit de ce consensus au niveau des organisations, une enquête menée par une équipe de Universités autonome de Barcelone et l'Université de Malaga auprès de près de 800 chercheurs en politique du climat du monde entier révèle, elle, un scepticisme généralisé à l'égard de ce concept de croissance verte dans les pays à revenu élevé, avec notamment de plus en plus d'ouvrages affirmant que ce principe n'est ni viable ni souhaitable. Au lieu de cela, d'autres paradigmes post-croissance, dont la "décroissance" et l'"accroissance" (agrowth en anglais) gagnent du terrain.

Ivan Savin, Associate Professor of Business Analytics at ESCP Business School, Madrid campus & Research Fellow at ICTA-UAB, ESCP Business School, et Lewis King, Lecturer in climate policy and green economics, Universitat Autònoma de Barcelona -> The Conversation

Publication originale : Shades of green growth scepticism among climate policy researchers -> Nature Sustainability (article payant)

>

Les toilettes sont le lieu pour comprendre comment se pensent les sociétés

C'est un objet tabou. Au mieux, quand il est abordé, un sujet d'amusement et de gaudriole. Les toilettes sont pourtant un lieu central de nos vies quotidiennes qui, à lui-seul, condense une grande partie des problèmes du monde. La Sociétés française de géographie a conduit un entretien avec le sociologue Julien Damon, auteur de l'ouvrage Toilettes publiques. Essai sur les commodités urbaines.

Entretien

>

Comment prévenir la fatigue climatique ?

Les signaux de la crise climatique n'ont jamais été aussi intenses. Et pourtant, chez de nombreux citoyens, le message ne passe plus. Comme s'il y avait saturation. Comme s'il y avait désintérêt. Le portrait d'un avenir inquiétant provoque chez les citoyens une forme d'apathie climatique. Ce phénomène ne est de plus en plus documenté, notamment grâce aux recherches du psychologue et économiste norvégien Per Espen Stoknes, qui a publié en 2015 un livre important sur cette question intitulé What We Think About When We Try Not To Think About Global Warming (Ce à quoi nous pensons lorsque nous essayons de ne pas penser au réchauffement climatique ; ce livre n'est pas traduit). La plus récente enquête annuelle du Reuters Institute, le Digital News Report 2023, montre qu'une proportion grandissante de citoyens évitent de suivre les nouvelles. Selon ce grand sondage réalisé dans 46 pays situés sur tous les continents, sur un échantillon d'environ 2 000 personnes par pays, les données montrent que 36 % des personnes ont dit avoir évité, parfois ou souvent, de suivre l'actualité en 2022, comparativement à 29 % en 2017.

Stéphanie Leblanc -> Radio-Canada

Reuters Institute -> Digital News Report 2023

>

LAURIERS

L'écologue Sandra Lavorel reçoit la médaille d'or 2023 du CNRS

La médaille d'or du CNRS, l'une des plus prestigieuses récompenses scientifiques françaises, distingue cette année l'écologue Sandra Lavorel. Spécialiste du fonctionnement des écosystèmes, cette chercheuse du CNRS depuis 30 ans a mis en évidence les contributions de la biodiversité à la vie humaine et évalué les impacts sociétaux et économiques des altérations par les changements environnementaux. De 2018 à 2022, elle a été membre du comité interdisciplinaire d'experts de l'IPBES, la plateforme internationale de référence sur la biodiversité (comme l'est le GIEC sur le climat). Dans ce cadre elle a co-édité le rapport GIECC-IPBES sur la biodiversité et le changement climatique paru en 2021. Elle participe actuellement à l'évaluation Nexus sur les liens d'interdépendance entre la biodiversité, l'eau, l'alimentation, la santé et le climat de l'IPBES.

La médaille d'or du CNRS ainsi qu'une dotation de 50 000 euros de la part de la Fondation CNRS lui seront remises le 20 décembre 2023 lors d'une cérémonie à la Maison de la Chimie à Paris.

CNRS

À

L'Académie d'agriculture de France accorde 17 médailles aux chercheurs de l'INRAE

L'Académie d'agriculture de France a récompensé des travaux majeurs ou prometteurs. 17 chercheurs de l'INRAE ont été primés, dont 3 médailles d'or sur les 5 décernées.

Liste des lauréats - INRAE

À

À

Europe
top

Des mesures supplémentaires sont nécessaires au sein de l'UE pour réduire les impacts des pesticides chimiques

Malgré les progrès réalisés dans certains États membres de l'UE pour réduire l'utilisation des pesticides, la pollution par ces derniers continue de présenter des risques significatifs pour la santé humaine et l'environnement, selon une note d'information publiée le 14 septembre par l'Agence européenne pour l'environnement (AEE). Pour inverser cette tendance, il reste encore beaucoup à faire pour atteindre les objectifs "zéro pollution" de l'UE, qui consistent à réduire de 50 % l'utilisation et le risque des pesticides chimiques et des pesticides plus dangereux d'ici 2030.

AEE

À

FRANCE

Le Défi Sobriété -10 % d'eau à destination des collectivités territoriales

Pour mobiliser massivement les collectivités, diffuser les bonnes pratiques territoriales et créer une dynamique nationale en faveur de la préservation quantitative de la ressource en eau, Sarah El Haïry, secrétaire d'État chargée de la biodiversité et l'association AMORCE lancent le "Défi Sobriété -10 % d'eau d'ici 2025" à destination des collectivités territoriales. Inspiré des solutions issues des territoires, mais aussi des plans territoriaux de sobriété énergétique appliqués par les collectivités durant la crise énergétique de 2022, le défi proposé aux collectivités se décline en actions immédiates à mettre en œuvre pour réduire leurs prélèvements en eau : 1) Faire le bilan des consommations d'eau de son patrimoine et de ses services publics ; 2) Mobiliser le personnel territorial et s'assurer d'une métrologie fiable ; 3) Identifier et résorber les fuites avant et après compteur du patrimoine public ; 4) Installer du matériel hydro-économe et de récupération d'eau pour tous les équipements publics en commençant par les bâtiments les plus consommateurs ; 5) Optimiser les systèmes d'arrosage et mettre en place une gestion différenciée des espaces verts ; 6) Réduire les consommations d'eau des piscines et autres équipements sportifs ; 7) Économiser l'eau dans les services de nettoyage des espaces publics ; 8) Optimiser les consommations d'eau dans les services publics d'eau et d'assainissement ; 9) Installer un matériel performant et sensibiliser le public aux économies d'eau dans les établissements recevant du public (ERP) et dans les établissements scolaires ; 10) Mobiliser les abonnés du service public de l'eau par des campagnes de sensibilisation et la distribution des kits d'économie d'eau. Ce défi s'appuie sur le réseau national d'AMORCE (1 100 adhérents : communes, intercommunalités, conseils départementaux et régionaux, entreprises, fédérations professionnelles et associations) avec le soutien de la Banque des Territoires et des agences de l'eau.

Écologie France

À

Plaidoyer pour une réforme des redevances des agences de l'eau

Après des années sans véritable projet politique en matière de maîtrise des consommations d'eau et de lutte contre les pollutions émergentes, une prise de conscience émerge enfin face à une rarefaction de la ressource due aux effets du changement climatique. Néanmoins, les annonces et les moyens mobilisés, notamment à travers du Plan Eau, ne sont pas à la hauteur des enjeux et, surtout, ne corrigent pas le déséquilibre à la source entre les préleveurs d'eau et les émetteurs de polluants qui pèsent davantage sur les territoires. Pour passer de la prise de conscience à la mise en œuvre concrète de leviers structurants insufflant une réelle transition écologique de la gestion de l'eau, le réseau AMORCE (1 100 adhérents : communes, intercommunalités, conseils départementaux et régionaux, entreprises, fédérations professionnelles et associations) défend dans la loi de finances 2024 une réforme des redevances des agences de l'eau plus équitable entre les grands utilisateurs et plus incitative pour de réelles économies d'eau et réduction des pollutions.

Le communiqué rappelle qu'aujourd'hui, le système des redevances des agences de l'eau génère 2,2 milliards d'euros de recettes annuelles. Sa répartition s'avère fortement déséquilibrée dans la mesure où¹ la part des taxes et redevances pour l'usage domestique prélevées dans le prix de l'eau potable représente près de 83 % des recettes de ces agences (6 % pour l'industrie, 6 % pour l'agriculture...) alors que les services publics d'eau et d'assainissement ne sont bénéficiaires que de seulement 31 % des dépenses en retour et que les ménages consomment seulement 20 % de l'eau en France. Par ailleurs, ce déséquilibre (des redevances de prélevement de 3 à 20 fois supérieures pour les redevances domestiques comparées à celles des autres secteurs) revient à tolérer un accès quasiment gratuit à l'eau pour les autres préleveurs. Une absurdité qui ne conduit pas l'ensemble des acteurs à modifier leurs comportements en faveur d'un rapport aux prélèvements plus responsable. Un autre point majeur, relève le communiqué, est l'absence d'un signal prix pour lutter efficacement pour les pollutions émergentes. Alors que le réseau AMORCE recensait cet été près de 88 % de collectivités ayant détecté dans leurs captages d'eau potable des microlibres de pesticides, la taxe sur l'usage de pesticides ne représente que 4 % des recettes des redevances. Paradoxalement, les principaux émetteurs de polluants ne sont pas les premiers à devoir contribuer financièrement au traitement de ces pollutions...

Les collectivités appellent à une réforme mettant fin à ces dérives et donnant les moyens d'atteindre les objectifs de la transition écologique. Bien que l'état semble avoir saisi la nécessité d'augmenter les redevances des agences de l'eau, le projet qui se dessine - c'est-à-dire une méthode de financements supplémentaires qui ne corrigent pas les déséquilibres existants - ne permettra pas de mieux gérer la quantité de la ressource et préserver sa qualité sur la base d'efforts réellement partagés. C'est pourquoi AMORCE propose une réforme basée sur trois principes majeurs et indispensables

- Un rééquilibrage des taxes sur les prélèvements pour l'ensemble des usagers, ce qui se traduit par une augmentation des redevances payées par les secteurs du nucléaire, de l'agriculture, de l'industrie et de l'alimentation des canaux. C'est la condition nécessaire pour à la fois établir un juste équilibre avec les collectivités et les usagers, mais aussi pour inciter tous les acteurs à la réduction de leurs prélèvements conformément à l'esprit du Plan Eau.

- Une multiplication par 5 des redevances de pollutions industrielles et agricoles pour couvrir les besoins de traitements et en parallèle inciter aux changements de comportements. Depuis plusieurs mois, AMORCE dénonce une prise en otage des collectivités démunies de moyens d'actions pour lutter contre la menace des pesticides dans leurs captages. Il faut d'abord avoir interdit l'usage de ces substances dans les aires d'alimentation, l'état doit s'appuyer sur une taxation réellement dissuasive qui ne soit pas juste un droit à polluer.

- La création d'une nouvelle redevance visant les pollutions émergentes (produits d'entretien et ménagers ; produits générant des microplastiques : matériaux en PVC, textiles synthétiques ; plastiques alimentaires ou cosmétiques contenant des phtalates). Au vu des impacts générés par les pollutions émergentes sur le cycle de l'eau, la responsabilisation des metteurs sur le marché est indispensable, d'une part, pour inciter à la réduction de ces pollutions et, d'autre part, pour éviter que les collectivités - donc indirectement les usagers - soient les seules à supporter le coût des traitements du service public d'eau et d'assainissement.

Au-delà de corriger simplement les injustices existantes, cette réforme ambitieuse permettra, selon l'association, de dégager plus d'1 milliard d'euros par an de moyens supplémentaires pour les agences de l'eau et les collectivités. Ce sont ces moyens qui manquent actuellement pour agir efficacement en réduisant les fuites dans les réseaux, en développant les projets de réutilisation des eaux non conventionnelles, en accompagnant les mutations agricoles, ainsi qu'en réduisant et traitant les pollutions émergentes.

En complément de ces propositions financières structurelles, AMORCE insiste sur la nécessité de soumettre à la représentation nationale une grande loi sur l'eau et la transition écologique pour assurer la pérennité du modèle économique et social de la gestion de l'eau en France.

AMORCE

À

Les agences de l'eau officialisent leur engagement aux côtés de l'Union sociale pour l'habitat

Le 26 septembre 2023, un partenariat majeur a été signé entre les 6 directeurs généraux des agences de l'eau - À Marc Hoeltzel (Agence de l'eau Rhin-Meuse), Guillaume Choisy (Agence de l'eau Adour-Garonne), Sandrine Rocard (Agence de l'eau Seine-Normandie), Laurent Roy (Agence de l'eau Rhône-Méditerranée Corse), Martin Gutton (Agence de l'eau Loire-Bretagne), Thierry Vatin (Agence de l'eau Artois-Picardie) - et la présidente de l'Union sociale pour l'habitat Emmanuelle Cosse afin de placer la gestion de l'eau, la renaturation des espaces et la lutte contre l'effet d'îlots de chaleur urbains au cœur des projets de construction et de rénovation du logement social. Ce partenariat permet d'unir les moyens d'intervention de ces établissements et d'installer les agences de l'eau comme les partenaires privilégiés des opérations de désimperméabilisation et de renaturation des résidences HLM. Cette signature s'est faite en présence de Philippe Mazenc, directeur général de l'Aménagement, du Logement et de la Nature (DGALN) du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, pour marquer l'importance du rapprochement des opérateurs autour de cet axe prioritaire de la politique de la ville et d'une mobilisation du gouvernement à l'égard des populations concernées.

Les bailleurs sociaux sont les propriétaires d'un patrimoine bâti mais également souvent de l'ensemble des infrastructures associées (voiries, réseaux d'eau, d'assainissement, espaces verts et de nature...), qui représentent des surfaces conséquentes de l'espace urbain. Ils sont donc un acteur-clé de la ville perméable et durable. Leurs opérations courantes ou plus structurantes constituent des opportunités pour une autre gestion de l'eau (infiltration dans les espaces verts ou surfaces perméables, réutilisation, économies d'eau...) et la préservation, voire l'amélioration, de la biodiversité et des milieux naturels. Les agences de l'eau souhaitent accompagner et promouvoir les actions portées par l'USH et les organismes HLM dans le cadre de leur politique d'urbanisme durable, pour permettre une transition écologique de l'ensemble du parc social, tant en milieu urbain que rural. Ces actions portent plus précisément sur le développement et l'amélioration de la gestion préventive et durable des eaux pluviales en milieu urbain, la biodiversité, la sobriété en eau dans les bâtiments et sur les parcelles mais aussi la préservation et la restauration des milieux naturels. Des actions opérationnelles et des partenariats sont déjà à l'œuvre dans le secteur : Partenariat en cours depuis 2021 entre l'Union régionale de l'habitat Grand Est et l'Agence de l'eau Rhin-Meuse avec une convention de partenariat signée en février 2023 (formations croisées et webinaires, appels à projets spécial bailleurs sociaux, travail sur les modalités d'interventions) ; Appels à projets de l'Agence de l'eau Artois-Picardie en 2023 "Gestion de l'eau et de la biodiversité dans les parcs locatifs des bailleurs sociaux" ; Accompagnement de projets par l'Agence de l'eau Seine-Normandie en Île-de-France dont le projet de démonstrateurs des bonnes pratiques ; Partenariat entre l'Association régionale HLM Champagne-Ardenne (ARCA HLM) et l'Agence de l'eau Seine-Normandie depuis septembre 2023 ; Webinaire "Et si le bâtiment ne consommait plus d'eau" organisé en juin dernier à l'intention des organismes HLM, avec des interventions croisées autour de retours d'expérience en métropole et dans les outre-mer ; Étude cofinancée afin de réaliser un panorama des pratiques en matière de gestion intégrée des eaux pluviales, favorisant l'infiltration à la source et limitant les rejets d'eaux pluviales dans les réseaux.

L'Union sociale pour l'habitat représente, en France métropolitaine et dans les territoires d'outre-mer, quelque 566 opérateurs HLM (fin 2022) à travers cinq fédérations. En 2022, les organismes HLM ont mis en chantier 66 500 logements neufs et logements-foyers. Ils détiennent et gèrent 4,8 millions de logements locatifs et 0,37 million de logements-foyers et logent environ 10,2 millions de personnes. Les opérateurs de logement social sont également d'importants acteurs de l'accès social à la propriété : en 2022, 16 300 logements ont été vendus à des accédants du secteur groupé ou en diffus.

Agences de l'eau - À Union sociale pour l'habitat

À

Les associations de collectivités saluent l'abandon par le gouvernement de la fausse consigne sur les bouteilles plastiques

Après quatre années de concertation et d'études d'évaluation, les associations de collectivités saluent solennellement la décision du gouvernement portée par Christophe Béchu, ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, d'écarter le projet de fausse consigne pour recyclage des bouteilles plastiques soutenue par l'industrie de la boisson et des eaux en bouteille, et dont les conséquences économiques, sociales et environnementales suscitaient le scepticisme et même l'opposition de la plupart des acteurs (associations de collectivités mais aussi associations de consommateurs, ONG environnementales, commerces de proximité, professionnels des déchets et du recyclage des

plastiques). Les représentants des collectivités appellent désormais le gouvernement à mettre en œuvre dans les plus brefs délais un plan ambitieux d'accroissement de la prévention, du recyclage, de la collecte sélective et du recyclage des emballages, s'appuyant sur la mobilisation générale de tous les acteurs (metteurs sur le marché, distribution, éco-organismes, collectivités, État, ONG) et s'inspirant des propositions des associations de collectivités, mais aussi des autres acteurs de la filière avec un mot d'ordre : "Moins d'emballages et des emballages triés partout, tout le temps et par tout le monde !" pour atteindre les objectifs de la France et de l'Union européenne.

Cosignataires : le Réseau AMORCE (Déchets Énergie Eau), AMF, Intercommunalités de France, France Urbaine, AMRF, APVF, Villes de France, ANPP, Départements de France, Cercle National de Recyclage.

À

Campagne nationale de prévention pluie-inondation

Pour sensibiliser les populations aux bons réflexes à adopter durant les épisodes de pluies intenses et d'inondations soudaines, le ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, en lien avec le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer, lance la 8^{ème} édition de sa campagne de prévention pluie-inondation du 30 août au 30 novembre 2023.

Les bons réflexes face au risque inondation

À

Assemblée nationale : Auditions des associations

La mission d'information sur l'adaptation de la politique de l'eau au défi climatique, dont les corapporteurs sont MM. les députés Yannick Haury et Vincent Descœur (mission initiée par la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale), se propose d'auditionner le 9 novembre les associations : Coalition eau, Réseau Action Climat France, Coordination Eau Bien Commun France, Bassines Non Merci. L'audition ne fera pas l'objet d'un compte rendu public et ne sera pas diffusée sur le site de l'Assemblée nationale.

À

Lancement du Programme national Ponts Travaux

Dans la suite des opérations de recensement des ouvrages communaux engagées dans le cadre du Programme national Ponts 1 et 2 (pour 50 millions d'euros au total), l'État mobilise 35 millions d'euros supplémentaires pour accompagner les collectivités à réaliser les travaux de remise en état de leurs ouvrages communaux les plus dégradés, notamment ceux présentant un enjeu majeur de sécurité des usagers et de continuité des dessertes locales. Concrètement, les collectivités peuvent désormais présenter leurs demandes de financement "au fil de l'eau" depuis le site Démarches Simplifiées. Le Programme national Ponts Travaux subventionnera jusqu'à 60 % des travaux de reconstruction, de réparation, de restauration, ainsi que les études techniques et réglementaires nécessaires à leur bonne réalisation. Près de 32 000 communes sont éligibles au programme.

CEREMA

À

OUTILS

Les gestionnaires de digues confrontés aux assurances

Depuis plusieurs années, et le phénomène ne prend de l'ampleur, les gestionnaires de digues rencontrent des difficultés à trouver une couverture assurantielle pour les risques liés à leurs missions et à leurs ouvrages, que ce soit en matière de responsabilité civile (RC), d'assurance dommages aux biens (DAB) ou encore d'assurance en cas d'ingénierie interne. Les gestionnaires sont de plus en plus nombreux à être dans l'impossibilité de s'assurer ou à devoir pallier au non renouvellement de leur contrat, qu'il s'agisse de gestionnaires historiques ou, à plus forte raison, de neo-gestionnaires. France Dignes travaille depuis plusieurs mois aux côtés de l'Association nationale des Amis des bassins (ANEB), de l'ARBE PACA (Agence régionale de la biodiversité et de l'environnement) et de France Assureurs afin d'identifier et proposer des solutions. Ensemble les organisations proposent aux entités en charge de la compétence GEMAPI, candidates à une assurance, un questionnaire. Issu de 18 mois d'échanges avec France Assureurs, ce document permet de bien définir les besoins du gestionnaire s'adressant pour la première fois à un assureur.

En outre, France Dignes et l'ANEB diffuseront prochainement une note et un document de synthèse visant à expliciter au mieux les notions, responsabilités, obligations assurantielles dans le monde des digues. Enfin, auditionnées début septembre par la mission gouvernementale Assurabilité des risques climatiques, les deux organisations mettront aussi prochainement en ligne leurs propositions.

France Dignes

À

Une Boussole de la résilience

Les 25 et 26 septembre, les 3èmes Rencontres Villes Durables en actions, ont été l'occasion pour le CEREMA d'intervenir sur l'évolution des approches et les outils pour l'aménagement de la ville. Organisé par France Villes et Territoires Durables qui réunit des acteurs des collectivités locales, de l'état, des entreprises et de l'expertise autour de la transition des villes et territoires, cet événement avait pour thème "Régénération : (p)réparer les territoires pour affronter les défis de l'Anthropocène". Le CEREMA y a présenté son outil "Boussole de la résilience", conçu pour guider l'analyse et la conception des projets à l'aune de défis actuels, avec un travail en cours sur deux cas d'application : la surchauffe et le risque inondation.

CEREMA - Replay

PUBLICATIONS

Un Livre blanc pour un État des lieux et pistes d'évolution du contentieux de la santé environnementale

Partant du constat que l'humanité fait face à trois crises : le réchauffement climatique, les pollutions et la perte de la biodiversité, le 28 juillet 2022, l'Assemblée générale des Nations unies a reconnu un nouveau droit humain universel : l'accès à un environnement propre, sain et durable. En France, le Conseil d'État a reconnu en septembre 2022 que le droit de chacun de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé était une liberté fondamentale. Pourtant, la prise en compte de la santé environnementale dans la réglementation et dans les décisions de justice est difficile. De nombreuses victimes de pollutions font face à des mécanismes judiciaires qui les défavorisent : difficulté à établir le lien de causalité, coût exorbitant de l'expertise à la charge de la victime, rareté des sachants en matière de santé environnementale, frilosité sur les montants de réparation attribués... Le livre blanc "État des lieux et pistes d'évolution du contentieux de la santé environnementale" a été élaboré conjointement par Kaizen Avocat, Notre Affaire Tous - Lyon et le Réseau Environnement Santé. Il vise à faire part de leurs expériences croisées et de leurs analyses dans ce domaine pour que les professionnels du droit et de la santé environnementale puissent se saisir plus facilement de cette question majeure dans leur travail. Le livre blanc présente, notamment, les pratiques actuellement susceptibles d'être repärées en matière de santé environnementale, ainsi que des pistes d'évolution identifiées.

Livre blanc "État des lieux et pistes d'évolution du contentieux de la santé environnementale"

Par ailleurs, le cabinet Kaizen Avocat a élaboré une Boîte à outils juridiques pour la santé environnementale

À

Tableau de bord et analyses de la consommation d'espaces naturels et agricoles

Dans le cadre de l'Observatoire de l'artificialisation des sols, le CEREMA produit les chiffres de mesure annuelle des flux de consommation d'espaces, grâce à l'analyse des fichiers fonciers. Le centre met également à disposition des outils d'aide à la visualisation et à l'analyse de ces données, via un tableau de bord interactif et la publication d'indicateurs pré-calculés qui permettent d'observer l'évolution de l'artificialisation depuis 2010 de l'échelle régionale à la commune.

CEREMA - À Tableau de bord et carte interactive

À

Comment les changements abrupts des températures de surface influencent-ils le cycle de l'eau dans les bassins français de production de bié ?

Des travaux engagés par l'UMR Biogéosciences de l'Université de Bourgogne, publiés dans la revue Total Environment Research Themes, apportent un éclairage sur l'impact d'un réchauffement brutal des températures de surface sur le bilan hydrique et les épisodes de stress hydrique dans les bassins français de production de bié tendre d'hiver, ces derniers connaissant une stagnation des rendements depuis les années 1990.

Biogéosciences, UMR 6282 CNRS - Université de Bourgogne

À

Valorisation des eaux de source en milieu urbain

Retour sur le séminaire du projet de recherche ANR HUNIWERS

Le 23 mai, le séminaire "Valorisation des eaux de source en milieu urbain" a été organisé à Paris pour valoriser les résultats du projet de recherche ANR HUNIWERS (Impact historique de l'urbanisation sur la qualité de l'eau :   tude diachronique en région parisienne). Le CEREMA propose un retour sur les échanges de la journée avec les replays et documents PDF de présentation.

CEREMA

  

Artificialisation du sol : Un rapport sur les déterminants de la consommation d'espace de 2009 à 2021

Dans le cadre de l'Observatoire de l'artificialisation, le CEREMA a produit un rapport analysant les chiffres de l'artificialisation des sols à un niveau national et local, en mettant en avant plusieurs éléments permettant de mieux comprendre ce phénomène pour mieux le limiter. Les données et analyses pour la période 2009-2021 sont disponibles.

CEREMA - Rapport à

  

DÉBAT PUBLIC

L'avenir de la mer, du littoral et de l'éolien offshore

     l'occasion de la Journée mondiale de la mer (28 septembre), la Commission nationale du débat public (CNDP) annonce qu'un débat d'ampleur se tiendra prochainement sur l'avenir de la mer, du littoral et de l'éolien en mer. La CNDP a décidé d'organiser ce débat public principalement pour deux raisons : d'une part, le public doit être informé et sensibilisé à l'état environnemental de la mer et à la biodiversité marine dans un contexte de changement climatique ; d'autre part, le nombre de parcs éoliens envisagés par le gouvernement devrait avoir un impact significatif sur une partie du littoral, sur la mer et les activités liées, ainsi que l'environnement. La CNDP prépare activement ce débat à forts enjeux :    ce stade elle a rencontr   plus de 1 000 personnes (acteurs de terrain, élus, scientifiques, associations, pêcheurs, acteurs économiques, etc.) pour préparer ce débat.

Le débat public "La mer en débat" débutera à la fin de l'année et se terminera au printemps 2024, et devra mobiliser le plus largement possible. Il doit informer tous les publics, qu'ils résident sur le littoral ou non, et leur permettre de participer aux choix qui détermineront l'avenir de la mer et la place de l'énergie dans la mer. Une plateforme participative en ligne, des rencontres sur le terrain et divers événements seront organisés, qui s'appuieront sur la collaboration de scientifiques.

Mise à jour des documents stratégiques de fa  sade (DSF) et cartographie de l'éolien en mer

  

PLAY & REPLAY

À voir sur France 5

Orages, inondations : Sommes-nous prêts ?

Lundi 16 octobre, Hugo Clément et France 5 nous conduiront sur le front des orages et inondations pour nous révéler les failles de nos prévisions météorologiques.

France 5 Sur le front

Nouvelle saison pour Vert de rage

Pour cette nouvelle saison de Vert de rage, Martin Boudot et Mathilde Cusin reprennent leurs enquêtes en France et à l'étranger sur les grands scandales environnementaux et les graves pollutions.

Lundi 2 octobre, 21h05, inédit - Métro, alerte à l'air : La pollution de l'air dans les réseaux souterrains des transports ferroviaires. Ce moyen de transport est indispensable dans la lutte contre le réchauffement climatique. C'est une alternative au transport en voiture. En région parisienne, 8 millions de personnes empruntent chaque jour le métro et le RER. La RATP assure que l'air y est sans danger, sous contrôle. Pendant un an, toute l'équipe de Vert de rage ont enquêté ; avec l'aide de scientifiques, ils ont mesuré les niveaux dans les 332 stations de métros et de RER, mais ont aussi mis en place une étude inédite sur l'exposition des voyageurs aux métaux lourds, présents dans l'air ambiant. La publication de leurs résultats a eu un impact sans précédent et résonne même jusqu'aux États-Unis, où des chercheurs s'emparent de la méthode pour mesurer la pollution de l'air dans le métro new-yorkais.

Lundi 2 octobre, 21h50, rediffusion - Polluants éternels : En 2022, la ministre de la Transition écologique, Barbara Pompili, interrogée dans le documentaire, a fait promulguer un arrêté imposant la surveillance des taux de polluants éternels - les perfluorés - dans les eaux de surface et dans les nappes phréatiques. Depuis, ce sont plus de 40 000 analyses qui ont été opérées dans les laboratoires français. En janvier 2023, le gouvernement a annoncé un plan d'action 2023-2027 pour réduire l'exposition des Français aux perfluorés. En juillet 2023, la justice a ouvert une information contre X pour "mise en danger d'autrui par personne morale par violation manifestement d'un libéralisme d'une obligation réglementaire de sécurité et de prudence". La juge d'instruction en charge du dossier a requis l'annulation du documentaire comme pièce à conviction.

France 5 Vert de rage [replays impossibles à visionner en version intégrale] à

à

À retrouver sur ARTE

Magabassines : l'eau, source de conflits

La réalisation a suivi Jean-Jacques Guillet, membre actif du mouvement Bassines Non Merci, mais a également rencontré un maraîcher bio irrigant (à partir d'un puits privé) ainsi que Thierry Boudaud, le président de la Coop de l'eau 79, porteuse du projet des réserves d'eau, et un éleveur de chèvres, membre de la coopérative.

ARTE Regards - 33 minutes

Eau potable, une ressource à préserver

Vagues de chaleur, manque de pluie : le niveau des nappes phréatiques est dramatiquement en baisse. La consommation d'eau, elle, ne cesse d'augmenter. Comment faire pour économiser cette précieuse ressource ? Tour d'horizon de diverses approches, que ce soit à l'échelle d'un foyer, d'une collectivité territoriale, d'une exploitation agricole ou d'un complexe industriel.

ARTE Regards - 32 minutes

Haute-Savoie, polluants éternels dans l'eau potable

Rumilly, Haute-Savoie, 16 000 habitants : ARTE Regards diffuse de témoignage d'un maire et président de la communauté de communes, soudainement confronté à une pollution aux PFAS, et pionnier dans la recherche d'une solution.

Arte Regards

Des arbres pour lutter contre la sécheresse

Le changement climatique est bel et bien là. Comment en atténuer les effets ? De plus en plus d'agriculteurs misent sur l'agroforesterie en plantant des rangées d'arbres dans les champs pour faciliter la croissance des plantes et protéger les sols du dessèchement. Le carbone ainsi fixé, la biodiversité peut se développer. Retours d'expérience dans un vignoble au pied du Pic Saint-Loup (Occitanie, France), dans des vergers de Volkertshausen (Bade-Wurtemberg, Allemagne) et dans les pâturages boisés d'un élevage de porcs de Trischlberg (Bavière, Allemagne).

ARTE Regards - 32 minutes

À

LUTTES

Justice pour le Vivant : Les ONG souhaitent obliger l'État à revoir l'évaluation des risques des pesticides

Les cinq ONG environnementales de Justice pour le Vivant ont fait appel d'une partie du jugement rendu par le tribunal administratif de Paris le 29 juin dernier, afin d'obliger l'État à combler les failles des méthodes d'évaluation des risques des pesticides, reconnues de manière historique dans le premier verdict. L'État, condamné à respecter les objectifs des plans écophyto et à mieux protéger ses eaux, a lui-même fait appel de la décision.

Dans sa décision du 29 juin dans le cadre de Justice pour le Vivant, l'action menée par POLLINIS, Notre Affaire à Tous, Biodiversité sous nos pieds, ANPER-TOS et l'ASPAS, le tribunal administratif de Paris a reconnu pour la première fois l'existence d'un préjudice écologique résultant d'une contamination généralisée de l'eau, des sols et de l'air par les pesticides, ainsi que la faute de l'État français dans cette situation. Il a même condamné à prendre les mesures nécessaires pour respecter les objectifs des plans écophyto et pour protéger les eaux souterraines du pays. Les failles des procédures d'évaluation et d'autorisation de mise sur le marché des pesticides ont également été reconnues par le tribunal, mais la juridiction n'a pas contraint l'État à agir sur ce point. Considérant que la révision du processus d'homologation des pesticides est la condition sine qua non d'une réduction systématique et urgente de l'utilisation des pesticides en France, les cinq ONG de Justice pour le Vivant ont fait appel de cette partie de la décision, en déposant une requête devant la cour administrative d'appel de Paris le 29 août 2023. Elles cherchent à obtenir un changement concret des méthodes d'évaluation des risques des pesticides, préalable indispensable pour enrayer l'effondrement de la biodiversité.

Face à sa condamnation et à la reconnaissance historique de sa responsabilité dans l'effondrement de la biodiversité, l'État a lui aussi fait appel du jugement rendu. L'appel n'étant pas suspensif, il doit toujours, d'ici le 30 juin 2024 : d'une part, prendre toutes les mesures utiles pour respecter les objectifs de réduction des pesticides prévus par les plans écophyto ; d'autre part, protéger réellement, comme la loi l'y oblige déjà, les eaux souterraines du territoire des effets des pesticides et de leurs résidus, rappellent les ONG.

À

RECRUTEMENTS

Commission nationale du débat public

Alors que les acteurs du secteur ont découvert la Commission nationale du débat public (CNDP) à l'occasion du débat engagé en Île-de-France sur le projet de filière membranaire haute performance porté par le SEDIF, la CNDP fait part de sa campagne de recrutement. Pour chaque concertation qu'elle accompagne, la CNDP désigne un ou plusieurs garants de la concertation dont le rôle est de garantir les procédures de concertation ; de veiller à la qualité, la sincérité, l'intelligibilité des informations diffusées au public ; de garantir la qualité du dispositif participatif. La session ouverte jusqu'au 13 octobre est destinée aux candidats disponibles pour intervenir dans les régions suivantes : Hauts-de-France, Grand Est, Bourgogne-Franche-Comté, Bretagne, Normandie, Centre-Val de Loire, Corse, Guadeloupe, Martinique, Guyane, Mayotte.

CNDP

À

LOIRE-BRETAGNE

40 ans d'expérience et demain + encore

À l'occasion de son quarantième anniversaire, l'établissement public Loire vous invite à découvrir sa nouvelle exposition. Riche de son expérience et de son histoire pleine de rebondissements, acteur de la gestion de l'eau et des risques associés au plus près des territoires du bassin de la Loire et ses affluents couvrant 1/5ème du territoire hexagonal, il a su s'adapter au cours de ces quatre décennies pour trouver l'équilibre entre la satisfaction des différents usages de l'eau et la préservation de ce riche patrimoine naturel.

Entre rétrospective et avenir, une balade en chanson

À

Il y a de la vie dans l'eau ! Aujourd'hui et demain

Les maternelles, écoles, collèges et lycées du bassin Loire-Bretagne ont jusqu'au 23 décembre 2023, pour envoyer leurs affiches ou vidéos. Ces travaux doivent illustrer les effets du changement climatique sur l'eau et les milieux aquatiques et les solutions possibles pour les préserver. Les lauréats verront leurs projets devenir l'emblème 2024 pour célébrer la journée mondiale de l'eau le 22 mars. Les projets seront valorisés sur les sites et réseaux sociaux de l'agence de l'eau et de ses partenaires. La classe lauréate se verra offrir en fin d'année scolaire, une sortie pédagogique sur l'eau et les milieux aquatiques, encadrée par une association d'éducation à l'environnement, agrémentée par le ministère chargé de l'éducation nationale.

Les lauréats au concours 2023 ont été : le collège Georges Sand à La Châtre (Indre) ; l'école Le Lys de la Vallée à Julien-de-Concelles (Loire-Atlantique) ; le lycée Saint-Michel à Priziac (Morbihan). Les présélectionnés étaient : l'école Saint-Paul à Cuinzier et le collège Papire Masson à Saint-Germain-Laval (Loire) ; le collège Julien Dumas à Nœrondes (Cher) ; le collège du Champs de la Motte à Langeais (Indre-et-Loire) ; le lycée Émile Zola à Châteaudun (Eure-et-Loire).

; le collège Saint-Joseph à Vallet (Loire-Atlantique) ; l'école de l'Écolevel de Naizin à Évellys (Morbihan).

Loire-Bretagne

À

SEINE-NORMANDIE

Île-de-France : Renaturer les quartiers en politique de la ville

L'Institut Paris Région publie une note sur la renaturation des quartiers en politique de la ville. La note rappelle que sur les 272 quartiers en politique de la ville (QPV) d'Île-de-France, 145 sont concernés pour plus de 50 % de leur superficie par un enjeu de renaturation ; le renouvellement urbain constitue à ce titre une opportunité à saisir. Les initiatives de renaturation engagées sont à renforcer au vu des bénéfices pour le cadre de vie des habitants, la biodiversité et l'adaptation au changement climatique. Elles doivent être conçues dans la durée pour être réellement bénéfiques, en s'appuyant sur les dispositifs de financement existants.

Note rapide "Renaturer les quartiers en politique de la ville" à

À

Val-de-Marne : Choisy-le-Roi accueille la visite du Président

Choisy-le-Roi, c'est la plus grande usine du SEDIF (Syndicat des eaux d'Île-de-France) et le président, c'est bien sûr André Santini, qui avait donc choisi de conduire sa visite de rentrée dans le Val-de-Marne. En service depuis... 1861 (bien avant la création du Syndicat qui fête cette année son centenaire ; l'installation se résument alors à une petite pompe à feu), l'usine Edmond Pèpin n'a cessé de se développer et se moderniser. Avec une capacité maximale de 600 000 m3/jour et une production moyenne de 302 000 m3/jour, elle alimente aujourd'hui 1,6 million d'habitants. Le SEDIF y a engagé trois chantiers d'envergure pour un investissement de plus de 60 millions d'euros. Cela concerne :

La rénovation de l'unité à l'évatoire, engagée en 2021 et qui s'achèvera en 2026 pour un montant de 33,6 millions d'euros. Situées en fin de la filière de production d'eau, les pompes de l'unité alimentent en eau potable le réseau de première évacuation de la banlieue sud de Paris. Pour partie mise en service dans les années 1950, l'unité était devenue vétuste et présentait un faible rendement en dépit de plusieurs phases de rénovation survenues courant des années 1980.

La refonte de l'unité d'inter-ozonation, engagée en 2022 et qui s'achèvera en 2026 pour un montant de 22,15 millions d'euros. L'ensemble des équipements de l'unité va être renouvelé. La future installation sera dotée de 9 ozoneurs permettant d'adapter la production d'ozone aux besoins, tant minimaux que maximaux, offrant ainsi des économies d'énergie tout en assurant une plus grande pérennité de l'installation. Il est nécessaire d'assurer la continuité de la production durant toute la durée du chantier, le phasage de ces travaux s'avère particulièrement complexe puisqu'il s'agit de faire vivre ensemble des générations d'équipements que plus de 50 ans séparent.

Le renouvellement de vannes de liaisons hydrauliques inter-unités qui va s'opérer sur 2 ans (2023-2024) pour un montant de 6,6 millions d'euros. 8 vannes seront retirées et 18 renouvelées, ceci sur un total de 206 vannes recensées avec des diamètres compris entre 500 mm et 2 500 mm pour la plus importante : la mesure vanne papillon en fonte ductile reliant un réservoir à l'unité à l'évatoire avec une pression de fonctionnement pouvant s'élever jusqu'à 6 bars.

Les invités du Président ont par ailleurs pu découvrir la sonde Fluocopée développée par le SIAAP (Syndicat interdépartemental d'assainissement de l'agglomération parisienne) en collaboration avec le laboratoire LEESU de l'Université Paris-Est Créteil. Le capteur analyse en temps réel et à haute fréquence différentes composantes des matières organiques. Ces données sont essentielles pour optimiser le traitement. De plus, ces données recueillies à l'amont de Paris (sur les prises d'eau du SEDIF à Choisy-le-Roi et Neuilly-sur-Marne), comparées à celles acquises par le

SIAAP à l'aval (sur Seine centre, Seine aval et Seine Grands sillons), vont contribuer à une meilleure connaissance du fonctionnement des cours d'eau baignant la métropole.

La visite s'est achevée sur le toiture-terrasse du d'écanteur A où a été aménagée le pilote d'un projet photovoltaïque qui 432 modules installés depuis novembre 2020 sur 1 600 m² ont produit 340 751 kWh qui ont été injectés dans le réseau de l'usine.

Usine de Choisy-le-Roi - plaque

à

à

à à à

à

Photo 1 - Pierre Clervil, ingénieur, présente les nouveaux équipements de l'unité d'ozonation : sur la gauche, les anciens ozoneurs, sur la droite la nouvelle génération.

Photo 2 - Mathieu Gaume, ingénieur, fournit un point de comparaison pour apprécier les 2 500 mm de la nouvelle vanne de liaison hydraulique.

Photo 3 - Sylvie Thibert, ingénieure Qualité de l'eau et risques sanitaires, présente la sonde Fluocopée.

Photo 4 - Visite de la terrasse photovoltaïque avec ses conceptrices, Emmanuelle Rodelet et Isabelle Radlak.

à

Essonne : Quand Suez vend l'eau quatre fois son coût de production

On sait que la trêve estivale est propice aux mauvais coups. Suez vient d'en fournir un éloquent exemple avec la dernière facture de vente d'eau en gros adressée à la Régie Eau Cœur d'Essonne en août pour la desserte l'agglomération. Après plusieurs années d'augmentation suivant approximativement la hausse des prix, cette facture comporte une hausse de 39,4 % par rapport à celle du début de l'année. L'association Eau publique Orge Essonne à l'origine de cette "dénonciation" rappelle que cette "hausse d'une brutalité sans précédent" intervient alors même que les négociations persistent entre Suez et le nouveau Syndicat Eau du Sud francilien (SESF) qui réunit les agglomérations dépendantes de ses usines de production d'eau à partir de captages en Seine, dont Cœur d'Essonne.

Eau publique Orge Essonne - Coordination EAU IDF

à

Est Ensemble : Mise en place du Forum citoyen de l'eau

Le 27 septembre s'est tenue à Montreuil une réunion des associations qui se sont mobilisées de longue date pour une gestion publique de l'eau à Est Ensemble. Les organisations suivantes étaient présentes : Attac 93, AGA Pré-Saint-Gervais, MNLE 93, Bondy autrement, Coordination EAU IDF, Collectif eau publique des Lilas et EELV Les Lilas. Les sections de la LDH et le collectif Eau publique du Pré étaient excusés.

La Régie et Est Ensemble présentent une nouvelle tarification de l'eau. Les décisions seront prises au conseil de territoire du 26 novembre. S'il s'agit d'un processus "réservé" aux élus, la Coordination EAU IDF organise trois réunions publiques afin d'informer les usagers et de jeter les bases d'un Forum citoyen de l'eau. Ces réunions se tiendront : le 7 novembre à Bondy pour les villes de Bondy, Noisy et Bobigny ; le 10 novembre à Montreuil pour les villes de Montreuil, de Bagnolet et de Romainville ; le 14 novembre aux Lilas pour les villes des Lilas, du Pré-Saint-Gervais et de Pantin. Dans ces réunions animées par les associations, le président de la Régie sera invité à présenter la nouvelle tarification. Un questionnaire sera préparé pour recueillir les priorités des participants et un compte-rendu de la soirée sera rédigé, puis envoyé aux élus.

Coordination EAU IDF à

OUTREMERS

Mayotte : Comment vivre sans eau potable deux jours sur trois ?

À cause de la sécheresse, les deux retenues d'eau sur les collines qui fournissent 80 % de l'eau pourraient être à sec à la fin du mois. Pour tenir jusqu'à la saison des pluies en décembre, l'eau est coupée deux jours sur trois. Les 30 000 personnes les plus fragiles de ce département, le plus pauvre de France, devraient recevoir deux bouteilles d'eau gratuites par jour.

France Info

à

Mayotte : Les experts des agences de l'eau mobilisés

Christophe Béchou, ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, et Sarah El Haïry, secrétaire d'État à la biodiversité ont lancé un dispositif d'appui technique exceptionnel en soutien au préfet de Mayotte, en coordination avec le ministre de l'Intérieur et des Outre-mer, Gérard Darmanin, et Philippe Vigier, ministre délégué aux Outre-mer, chef de file dans la gestion de crise. Ce dispositif, prévu pour une durée de 6 mois, s'appuie sur des spécialistes et experts issus des agences de l'eau et de leurs partenaires notamment la Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne (CACG) et des experts scientifiques et hydrologues.

écologie France à

à

APPELS À PROJETS DES AGENCES

Soutien aux filières agricoles favorables à la protection de la ressource en eau

Depuis 2018, la Région Grand Est et les agences de l'eau à Rhin-Meuse, Rhône-Méditerranée Corse et Seine-Normandie à ont initié cet appel à manifestations d'intérêt pour le soutien aux filières agricoles permettant de garantir la restauration ou la préservation de la ressource en eau. Cet AMI vise à apporter un accompagnement ciblé pour le développement ou l'adaptation de filières soutenant des systèmes agricoles favorables à l'eau, de par une absence ou une utilisation très limitée des intrants agricoles de synthèse mais aussi une réduction des besoins en eau des cultures, soit en priorit  les systèmes herbagers, l'agriculture biologique et autres cultures sans intrants, telles que la luzerne, le miscanthus, les Taillis Très Courte Rotation, etc. Il ouvert à tout maître d'ouvrage public ou privé.

Dépôt des dossiers à 30 septembre 2023

Loire-Bretagne

Résilience des territoires face au dérèglement climatique

Pour mobiliser les acteurs et faciliter la résilience des territoires face au dérèglement climatique, l'Agence de l'eau Loire-Bretagne lance, du 1er avril au 31 décembre 2023, quatre nouveaux appels à projets avec des taux d'aides très incitatifs.

AAP Pour renaturer les villes et villages et ralentir le cycle de l'eau à - L'agence de l'eau mobilise 20 millions d'euros pour démultiplier les projets de gestion de l'eau favorables à la renaturation des espaces urbanisés et à la valorisation des milieux aquatiques dans les agglomérations et cœurs de villages du bassin.

AAP Pour reconquérir la biodiversité menacée par le changement climatique à - L'agence de l'eau poursuit son action de lutte contre l'érosion de la biodiversité en mobilisant 4 millions d'euros supplémentaires pour : maintenir ou améliorer le fonctionnement des milieux humides et aquatiques pour favoriser la présence des espèces protégées ; mobiliser les collectivités pour renforcer la résilience des territoires via la restauration des milieux humides et aquatiques ; accompagner les entreprises vers des pratiques favorables à la biodiversité.

AAP Pour la sobriété en eau des collectivités et des entreprises face à la raréfaction de la ressource en eau à - L'agence de l'eau mobilise 30 millions d'euros pour accélérer les investissements des collectivités et des acteurs économiques non agricoles, pour réduire leurs consommations et être moins dépendants de l'eau.

AAP Pour réduire les fuites dans les réseaux d'eau potable des territoires en déficit d'eau à - L'agence de l'eau mobilise 40 millions d'euros, pour accélérer les investissements des collectivités et de leurs services publics pour remplacer les conduites d'eau potable fuyardes dans les territoires sur lesquels il est le plus urgent d'agir pour réduire les prélèvements.

Information et candidatures à

Poissons migrateurs amphihalins sur le bassin de la Loire 2024-2025

L'appel à projets lancé par la Région Centre-Val de Loire, l'état et l'Agence de l'eau Loire-Bretagne a pour objet de susciter des opérations d'expérimentation, de recherche et d'acquisition de connaissances sur les populations de poissons migrateurs amphihalins, leurs habitats. Il vise également la valorisation de ces connaissances. Les projets sélectionnés pourront bénéficier d'une aide financière au titre du Fonds européen de développement régional (FEDR) programme opérationnel interrégional. Elle pourra être complétée par une aide de l'agence de l'eau Loire-Bretagne.

Dépôt des dossiers à 15 décembre 2023

Rhône-Méditerranée Corse

Eau et climat : Agir plus vite, plus fort sur les territoires

Cet appel à manifestations d'intérêt a pour objectif d'accompagner des projets d'adaptation au changement climatique destinés à réduire la vulnérabilité des territoires ou des milieux naturels face aux risques récurrents d'inondations extrêmes (crues et sécheresses) et d'augmentation de la température dans un contexte de changement climatique. Il doit s'agir de projets qui contribuent directement aux plans de bassin d'adaptation au changement climatique.

Les projets sont à conduire sur les territoires des deux bassins Rhône-Méditerranée et de Corse.

Dépot 2^e Dossiers - 30 octobre 2023

Eau et participation citoyenne 2024

Les démarches participatives associant les citoyens peuvent être une réponse, notamment sur les enjeux de l'eau. Par cet appel à projets, l'agence de l'eau souhaite inciter les collectivités à tester des actions citoyennes et à animer des débats avec le grand public sur les enjeux de l'eau pour leur territoire. Les projets financés seront prioritairement des actions et expérimentations par le grand public, prévoyant un passage à l'action à une plus grande échelle, sur un ou plusieurs des enjeux de l'eau sur le territoire ; mais aussi des débats d'idées autour des enjeux de l'eau (avec experts, contributions individuelles ou collectives, acteurs du territoire, etc.). Ils incluront dans tous les cas une phase d'écoute permettant de dresser un état des lieux des perceptions citoyennes des enjeux de l'eau du territoire. Idéalement, les projets proposés combinent ces 3 approches : phase d'écoute, débats d'idées, actions et expérimentations.

Dépôt des dossiers - 31 janvier 2024

À

Adour-Garonne

Économies et efficience de l'eau

L'Agence de l'eau Adour-Garonne lance un appel à projets visant à accompagner les porteurs de projet dans leur réflexion prospective d'adaptation au changement climatique et à encourager les économies d'eau dans l'agriculture, l'industrie et les collectivités. Cet appel à projets vise à accompagner : les porteurs de projet dans leur réflexion prospective d'adaptation au changement climatique ; les projets les plus importants en termes d'économie d'eau et les plus innovants ; des approches nouvelles et systémiques de la gestion de l'eau ; des outils de communication, de sensibilisation et d'information aux économies d'eau. Il s'articule autour de trois thématiques : 1) Gestion de la ressource et économies d'eau en agriculture : transition agro-écologique, optimisation des ouvrages existants et réduction des prélèvements AEP pour l'irrigation, par exemple ; 2) Économies d'eau en industrie : projets de recyclage, de circuit fermé, par exemple ; 3) Économies d'eau dans les collectivités : optimisation de l'arrosage des espaces verts, efficience de l'usage d'eau potable dans les bâtiments collectifs par exemple. Les projets présentés dans les trois thématiques peuvent mobiliser des ressources en eau non conventionnelles (REUSE).

Lettre d'intention - 30 septembre 2023

Dossiers finalisés - 30 août 2024

Accroître la restauration des zones humides en Nouvelle-Aquitaine

La région Nouvelle Aquitaine lance un appel à projets pour la restauration des zones humides, avec le soutien de l'agence de l'eau. À travers cet appel à projets, il s'agit d'encourager, massifier et amplifier l'engagement des acteurs régionaux publics ou privés, dans la réalisation de travaux innovants et ambitieux d'aménagement et de restauration des fonctionnalités hydrologiques des zones humides. Il s'agira en particulier d'encourager la montée en puissance d'actions de préservation et de restauration de la fonctionnalité des zones humides portées par ou en partenariat avec les collectivités locales à l'échelle des bassins versants en réponse aux objectifs de la compétence GEMAPI à savoir : concilier les liens entre la gestion de l'eau et la prévention des inondations, l'aménagement du territoire et l'urbanisme. À Différents types d'actions pourront être soutenus : les projets de restauration des fonctionnalités hydrologiques des zones humides ; les projets de restauration des fonctionnalités des tourbières ; les projets de création ou restauration des multifonctionnalités urbaines ou péri-urbaines des zones humides. Les projets retenus serviront également d'exemples pour promouvoir les solutions fondées sur la nature à l'échelle régionale.

Dépôt des dossiers - 01 décembre 2023

À

Eau et solidarité internationales 2024

Les six agences de l'eau françaises lancent leur nouvel appel à projets interagences "Eau et solidarité internationales". Les projets proposés devront à la fois traiter des volets "Accès à l'eau potable" et "Accès à l'assainissement", ou devront mettre en place des activités de protection de la ressource en eau. Les pays éligibles sont situés dans les zones de partenariats institutionnels des différentes agences de l'eau : Bénin, Cambodge, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Laos, Liban, Madagascar, Maroc, Mauritanie, Moldavie, Sénégal, Togo et Vietnam.

Dépôt des dossiers - 15 mars 2024

À

À

Afrique
top

Doter l'Afrique de plans d'alertes précoces

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) alerte sur les effets du changement climatique en Afrique. À l'occasion

de l'ouverture du Sommet africain sur le climat à Nairobi, au Kenya, l'OMM a présenté un nouveau plan d'action en faveur d'alertes précoces pour le continent. À ce jour, seule 40 % de la population africaine a accès à ces systèmes offrant pourtant un retour sur investissement plus que décuplé puisqu'il suffit de lancer une alerte 24 heures avant la survenue d'un phénomène dangereux pour réduire de 30 % les dommages qui en résultent. D'après la Commission mondiale sur l'adaptation, en consacrant seulement 800 millions de dollars US à ces systèmes dans les pays en développement, on éviterait des pertes de l'ordre de 3 à 16 milliards de dollars US par an.

OMM

À

Macky Sall appelle à la mobilisation des ressources sur le continent

Intervenant au lancement de la campagne d'information "Comblé le fossé, investir dans l'eau" en marge de la 78^{ème} session de l'Assemblée générale ordinaire des Nations unies, le chef de l'État sénégalais a rappelé que 320 millions de 780 millions des personnes n'ayant pas accès à l'eau potable dans le monde vivent en Afrique. "Ce chiffre cache des disparités suivant les pays, mais traduit un besoin urgent de mobiliser tous les moyens disponibles afin de combler le déficit ; surtout que les projections montrent qu'au rythme actuel, l'Afrique n'atteindra pas à l'horizon 2030 les ODD liés à l'eau et à l'assainissement", a déclaré Macky Sall. Il a signalé que le lancement de cette campagne donne l'occasion, après le 9^{ème} Forum mondial de l'eau tenu à Dakar en mars 2022, de remettre cette question vitale au cœur de l'agenda international. Le président sénégalais n'a pas manqué de saluer la résolution du 1er septembre 2023, par laquelle l'Assemblée générale décide de convoquer en 2026 une Conférence internationale sur l'eau et l'assainissement pour accélérer la réalisation de l'ODD-6.

Agence de Presse Sénégalaise (Dakar) - à AllAfrica à

À

MAROC

À Ouarzazate, l'apparition de nouvelles sources d'eau est signe de bon augure

Au pied des montagnes du Haut-Atlas, dans la province de Ouarzazate, l'apparition de nouvelles sources d'eau, dans le sillage du séisme d'Al Haouz survenu le 8 septembre, constitue pour les villageois un signe de bon augure où s'emmêlent étonnement et espérance. Ce phénomène inattendu a été constaté par les équipes de la MAP au niveau de plusieurs localités sinistrées par le tremblement de terre, particulièrement dans les douars montagneux de la province de Ouarzazate. Perçue comme une manifestation de la bénédiction divine et de la clémence du Créateur, cette eau est entourée de tous les regards.

Maghreb Arabe Presse (Rabat) - à AllAfrica

À

LIBYE

La Cyrénaïque du nord sous le coup des inondations

La tempête Daniel a provoqué des inondations catastrophiques lorsqu'elle a frappé le nord-est de la Libye le 10 septembre. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), 4 333 morts et environ 8 540 disparus ont été dénombrés. Environ 930 travailleurs migrants figurent parmi les morts et les disparus, et comme beaucoup d'entre eux vivaient dans certaines des zones de Derna les plus touchées par les inondations, l'organisation s'attend à ce que le bilan s'alourdisse. Par ailleurs, 42 045 personnes ont dû quitter leur domicile. La fourniture de soins de santé, déjà gravement affectée par une décennie de conflit, est désormais encore plus compromise alors que des milliers de cas d'empoisonnement dus à la contamination de l'eau ont été signalés. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), plus de 100 médecins, infirmières et auxiliaires médicaux ont perdu la vie et près des deux tiers des hôpitaux ne fonctionnent plus que partiellement ou pas du tout. "Il est urgent d'accroître les efforts de redressement et de reconstruction sur le terrain", appelle Othman Belbeisi, directeur régional de l'OIM pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. L'organisation a lancé un appel aux dons.

OIM à à

à

SANGAL

Mbakhana : Sur les restes de la première usine à vapeur d'eau d'Afrique noire

Mbakhana, un village de la commune de Gandon (région de Saint-Louis), a accueilli, dans les années 1880, la première usine à vapeur d'eau en Afrique noire afin d'approvisionner, en eau potable, Saint-Louis, pendant 67 ans. Aujourd'hui, il ne reste plus qu'un bâtiment en ruine qui menace de tomber. Le site, dans un état de délabrement assez avancé, est abandonné et exposé aux effets dévastateurs du temps. Oumar Diouf retrace son histoire jusqu'à son abandon en 1952.

Oumar Diouf, Le Soleil (Dakar) - à AllAfrica à

Photo Bel Adone - à Wikipédia

BURKINA FASO

Financement du projet d'amélioration des services AEP

Les députés de l'Assemblée législative de transition ont ratifié, en séance plénière, l'accord de prêt entre le Burkina Faso et la Banque africaine de développement (BAD) pour le financement du projet d'amélioration des services d'eau potable et d'assainissement pour le renforcement de la résilience (PASEPA-2R). L'objectif est d'augmenter "durablement et équitablement" l'accès à l'eau potable dans les six régions concernées par le projet, le Centre-Nord, le Centre-Sud, le Centre-Ouest, le Nord, le Sahel et le Plateau central. En matière d'assainissement, le projet va contribuer à améliorer l'accès aux services d'assainissement dans les écoles, les centres de santé, les lieux publics en milieu rural, dans les régions cibles. Des formations seront mises en place pour l'entretien et la maintenance des ouvrages. D'une durée d'exécution de cinq ans, le projet PASEPA-2R va coûter environ 30 milliards FCFA.

Aly Sawadogo, Mariette Traoré, Sidwaya (Ouagadougou) - AllAfrica

À

À la MACO : La double peine des détenus

Les ouvrages d'assainissement sont vétustes, dégradés et généralement non fonctionnels, la Maison d'arrêt et de correction de Ouagadougou (MACO). De nombreux détenus, concentrés dans les cellules dans des conditions peu hygiéniques, n'ont pas accès aux infrastructures adaptées pour leurs besoins. Le paludisme, la dermatose, la pneumonie, l'angine se propage. "Nous enregistrons entre 80 et 90 consultations par jour. Le manque d'hygiène dans les cellules et au sein de la prison est un véritable problème sanitaire pour les détenus", confirme l'infirmier-major, Abraham Bicaba. Selon les statistiques du service de santé de la MACO, de juin à août 2023, 556 cas de paludisme, 08 de tuberculose, 87 de diarrhées, 772 de dermatose, 133 de parasitose, 561 de pneumonie, 176 affections ostéo-articulaires ont été enregistrés.

Abdel Aziz Nabaloum, Sidwaya (Ouagadougou) - AllAfrica

CAMEROUN

Les sapeurs-pompiers confrontés au manque d'eau

Malgré les efforts acharnés des sapeurs-pompiers, un incendie dévastateur a ravagé le lieu-dit "Douche municipale" à Akwa, Douala, le lundi 18 septembre 2023. L'incendie qui avait débuté la veille, le dimanche, aux environs de 17 heures, a rapidement englouti de nombreuses boutiques, magasins, et résidences. Les sapeurs-pompiers se sont mobilisés rapidement pour tenter de maîtriser les flammes, mais ils ont été confrontés à un problème majeur : le manque d'eau.

Camer.be (Bruxelles) - AllAfrica

À

À

Asie
top

Les effets du changement climatique s'accroissent sur le continent

L'Asie, qui est le continent possédant la plus grande masse terrestre s'étendant jusqu'à l'Arctique, se réchauffe plus rapidement que la moyenne mondiale. Selon le rapport de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) sur l'état du climat en Asie en 2022, la tendance au réchauffement en Asie entre 1991 et 2022 a presque doublé par rapport à la période 1961-1990. En 2022, le continent a été frappé par 81 catastrophes liées au temps, au climat et à l'eau, dont 83 % étaient des inondations et des tempêtes. Selon le rapport, plus de 50 millions de personnes ont été directement touchées, plus de 5 000 ont perdu la vie et les dommages économiques ont dépassé les 36 milliards de dollars US. Par ailleurs, de violentes tempêtes de poussière se sont abattues sur une grande partie de l'Asie aride, et en Asie occidentale, plusieurs d'entre elles ont mis en péril la vie des populations.

OMM

À

CHINE

Collecte d'échantillons de glace et de neige sur le mont Cho Oyu

Des échantillons de glace et de neige ont été collectés pour la première fois au mont Cho Oyu, 6ème plus haut sommet du monde. Ces prélèvements visent à mieux comprendre les changements environnementaux dans cette région de très haute altitude. La veille, une équipe de 18 personnes avait atteint le sommet du mont Cho Oyu, également connu sous le nom de Qowowuyag, culminant à 8 201 mètres au-dessus du niveau des océans. L'expédition mènera un certain nombre de missions telles que l'établissement des stations météorologiques automatiques dans les zones de très haute altitude, la mesure de l'épaisseur de la neige et de la glace au sommet, le forage de carottes de glace, et la collecte d'échantillons de neige et de glace. An Baosheng, le commandant de l'expédition sur place, a annoncé que les scientifiques se concentreraient sur les sujets majeurs tels que les changements dans le "château d'eau" de l'Asie, l'écosystème et le cycle du carbone, les activités humaines et la sécurité du cadre de vie, ainsi que les ressources minérales et l'environnement géologique, dans l'espoir de mieux comprendre l'impact des changements dans les zones de très haute altitude et les processus extrêmes sur l'environnement écologique du plateau Qinghai-Tibet. Yao Tandong, membre de l'Académie chinoise des sciences (ACS), a déclaré que cette expédition était d'une grande importance scientifique. Le mont Cho Oyu possède la neige et la glace les plus épaisses de tous les sommets de plus de 8 000 mètres d'altitude, et contient les archives potentiellement les plus riches du changement climatique à très haute altitude. La montagne dispose de la meilleure zone pour étudier les effets du retrait des glaciers sur l'écosystème périglaciaire, ainsi que les processus de source de carbone et de puits de carbone, et constitue également la zone idéale pour effectuer des recherches dynamiques sur la santé humaine à très haute altitude, a poursuivi M. Yao.

L'expédition du mont Cho Oyu 2023 s'inscrit dans le cadre de la deuxième exploration scientifique approfondie du plateau Qinghai-Tibet, lancée en 2017. En 2022 et 2023, les scientifiques chinois ont effectué des expéditions sur le mont Qomolangma (Everest) deux années consécutives, établissant un certain nombre de records mondiaux.

Photos Jigme Dorje - Xinhua

À

À

À

La Chine constate le meilleur État de ses rivières et lacs

La Chine constate une "amélioration fondamentale" de l'état de ses rivières et lacs, a annoncé le ministre des Ressources en eau, Li Guoying, lors du 18^{ème} Congrès mondial de l'eau, à Beijing. Alors que le pays compte 45 203 rivières dont la zone de bassin fluvial s'étend sur plus de 50 km², et 2 865 lacs dont la surface d'eau permanente est supérieure à 1 km², ces progrès sont à mettre au crédit des mesures de gestion engagées, notamment la mise en œuvre de l'exploitation conjointe de projets de conservation de l'eau pour surmonter les inondations et les sécheresses, et l'utilisation des projets de dérivation de l'eau pour équilibrer l'approvisionnement dans différentes régions, a précisé le ministre.

Ying Xie, Yishuang Liu -À People Daily

À

Le fleuve Huangpu s'apprête à accueillir son premier navire de croisière électrique

Selon des sources officielles, un bateau de croisière électrique sera mis à l'eau sur le fleuve Huangpu à Shanghai dans le courant de l'année. D'une longueur de 41,51 mètres pour 10,9 mètres de large, le Shanghai Jiushi dispose de 150 places. Son système motorisation a été développé par l'Institut de recherche sur les équipements marins de la China State Shipbuilding Corp. Le navire a été livré à son opérateur le Shanghai Huangpu River Cruise au début du mois d'août. Il est en train d'être équipé et est en voie d'obtenir les autorisations requises pour sa mise en service.

Plus de 50 navires de croisière naviguent sur le Huangpu à Shanghai, la plupart d'entre eux étant alimentés par des carburants conventionnels.

Yishuang Liu -À People Daily

TIBET

Plus de 21 000 hectares de plantations

43 millions de plants de diverses variétés ont été plantés sur plus de 21 200 hectares dans les montagnes du nord et du sud de Lhasa, ont déclaré les autorités régionales lors d'une conférence de presse. Lancé en 2021, ce projet d'afforestation devrait couvrir à terme, d'ici 2030, 137 800 hectares s'étendant sur 9 comtés et 35 cantons autour de Lhasa et de Lhokha.

Yishuang Liu -À People Daily

À

INDE

Le groupe Wilo ouvre un nouveau site de production principal

La multinationale Wilo a ouvert une nouvelle usine en Inde. À Kesurdi, dans l'ouest du pays, un complexe de production durable et ultramoderne de haute technologie a été construit sur un site de 94 000 m². Le groupe y fabrique des systèmes de pompage innovants pour la gestion de l'eau en Inde, au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie du Sud-Est.

Wilo compte désormais 16 sites de production principaux dans le monde. "Nous sommes heureux de pouvoir continuer à développer le réseau de production mondial de Wilo grâce à cette ouverture", déclare Oliver Hermes, CEO du groupe Wilo. "Avec ce nouveau site, nous répondons à l'importance croissante de l'Inde. L'expansion de la capacité de production en Inde s'inscrit donc dans la stratégie globale du groupe "région par région" en vertu de laquelle Wilo vise à répondre aux besoins des clients régionaux avec des produits fabriqués localement." Avec cette ouverture, le groupe crée environ 1 500 emplois directs et indirects.

Le recours à des systèmes complexes de gestion de l'énergie et de traitement de l'eau réduit considérablement les émissions de CO₂ de l'usine. Elle seule, l'installation photovoltaïque sur le toit permettra de réduire les émissions de CO₂ de 1 200 tonnes par an. Il s'agit d'une étape importante vers la neutralité carbone, que Wilo souhaite atteindre sur tous ses sites dans le monde d'ici 2025. "Tout ici est à la pointe de la technologie", explique Georg Weber, directeur technique. Des machines et des installations de production ultramodernes sont utilisées pour fabriquer, entre autres, les plus grands produits du portefeuille Wilo : les pompes à turbine verticale Wilo-Vertical Turbine, qui atteignent 42 mètres de haut. Elles sont utilisées, par exemple, pour l'approvisionnement en eau potable, l'agriculture et la lutte contre les inondations. Pour les tester, Wilo a construit le plus grand bassin d'essai d'Asie dans cette nouvelle usine. "Les systèmes de pompage fabriqués à Kesurdi contribuent de manière significative à la sécurité de l'approvisionnement en énergie, en eau et en nourriture et s'inscrivent dans les projets RSE et stratégiques à grande échelle du groupe", résume Oliver Hermes.

Wilo emploie environ 8 450 collaborateurs à travers le monde pour un chiffre d'affaires de 1,9 milliard d'euros.

Wilo

À

À

Amériques
top

CANADA

QUÉBEC

Un comité sur l'adaptation aux changements climatiques

En vue de la prochaine mise à jour du Plan pour une économie verte, attendue au printemps prochain, le gouvernement de François Legault a mis sur pied un Groupe d'experts en adaptation aux changements climatiques. Ce comité sera coprésidé par Alain Bourque, climatologue et météorologue ayant longtemps travaillé à Environnement Canada et aujourd'hui directeur général d'Ouranos, et Alain Webster, président du Comité consultatif sur les changements climatiques, un autre groupe chargé de conseiller le gouvernement sur les questions environnementales au sens large. La question préoccupe particulièrement les villes du Québec, qui estiment qu'elles ont besoin de deux milliards de dollars par année pour adapter leurs infrastructures aux changements climatiques, une demande pour laquelle le premier ministre a fermé la porte.

Radio-Canada

À

Une nouvelle cartographie complète des risques d'inondations

L'entreprise Geosapiens, qui travaille avec plusieurs municipalités du Québec, a annoncé le dévoilement de "la première cartographie complète des inondations au Québec", une plateforme web qui permet de délimiter les zones à risque d'inondation fluviale et côtière. Fondée par une équipe de recherche de l'Institut national de la recherche scientifique, Geosapiens dit avoir créé la modélisation des inondations fluviales la plus exhaustive à ce jour. Cet outil couvre toutes les rivières et tous les ruisseaux de la province et propose un niveau de précision sans précédent pour une telle cartographie à grande échelle, selon le président-directeur général Hachem Agili. Les modèles élaborés par Geosapiens pour surveiller les risques d'inondation sont déjà utilisés par plusieurs municipalités.

La Presse canadienne - Radio-Canada

Geosapiens

À

ONTARIO

Le gouvernement a glissé sous le tapis un rapport sur les changements climatiques

Déclic des récoltes, augmentation des feux de forêt, fragilisation du système de santé : un rapport d'experts lourd de 500 pages dresse un portrait inquiétant des conséquences des changements climatiques en Ontario au cours des prochaines années. Le gouvernement a discrètement rendu le document public cet après-midi, huit mois après l'avoir reçu, sans publicité aucune.

Radio-Canada

Â

Ã%TATS-UNIS

Wildlife returns to one of US' most famous rivers

The splash was so loud that Lewis Pugh thought someone had jumped off the bridge he was swimming under. But then Pugh, in the midst of a month-long swim down the United States' Hudson River, saw what had joined him in the water: a bald eagle. "This majestic creature spread its wings and lifted up right in front of us. I will never forget the sight of it," says the environmental advocate. The British-South African, who is a United Nations Patron of the Ocean, is in the tail end of a 517km swim down the Hudson. The journey is designed to cast a spotlight on the river's resurgence - and the need to protect the world's waterways from pollution, climate change and a range of other threats. The appearance of a bald eagle on the Hudson would have seemed nearly impossible a few decades ago. America's national bird, they were on the verge of extinction in the northeastern United States, decimated by the widespread use of the pesticide DDT. But since a ban on the pesticide in 1972, the bald eagles have returned. During his swim, Pugh also saw a black bear, beavers, snakes and some snapping turtles, which can reach 30kg.

The return of wildlife to the Hudson, once one of the country's most-polluted rivers, is seen in many quarters as a conservation success story. It comes after a decades-long effort to clean up the waterway and, for many, it is a promising sign for the future. In 1972 the United States passed the Clean Water Act, which stopped companies from routinely dumping toxins into the river. Bans on commercial fishing were introduced in 1976 and extended in 1985. In 2002, officials began dredging silt laden with polychlorinated biphenyls, better known as PCBs, which had contaminated a 320km stretch of the river. New York State passed a law that established the Hudson River Park Trust to operate and maintain a new public park and estuarine sanctuary along the Manhattan shoreline, one of many efforts to rewild the Hudson's banks. Challenges remain, though. Old dams in some tributaries are still preventing fish from reaching their spawning grounds. As well, riverine planning is uncoordinated, as over 80% of the watershed is privately owned. Climate change is another challenge. Warmer ocean temperatures, causing sea-level rise, as well as more intense heatwaves, flooding and droughts, are affecting the river's ecology. In an assessment in 2011, 70 of 119 wildlife species in New York state were found to be vulnerable to climate change, with mollusks and amphibians near the top of the list.

Freshwater ecosystems are particularly biodiverse, supporting about 10 per cent of all described species. Some 55 per cent of fish species depend on freshwater for their survival. These species are going extinct more rapidly than terrestrial or marine species, with around one-third of all freshwater biodiversity facing extinction due to invasive species, pollution, habitat loss and over-harvesting. In 2018 the World Wildlife Fund estimated that populations of animals living in fresh water experienced a far more drastic decline than elsewhere on the planet - 83% between 1970 and 2014.

Photo Endurance swimmer Lewis Pugh in his 517km journey down the Hudson River

UNEP

Â

ARIZONA

Les solutions solaires au secours de la faune et du bétail

L'ONG Arizona Deer Association (ADA) s'est adressée à TerrePower (une division de BBB Industries, fabricant de composants pour l'industrie automobile et les énergies renouvelables) pour équiper de panneaux solaires les points d'eau destinés à la faune sauvage et au bétail d'Arizona. La solution permet d'équiper, sans grand entretien, des puits éloignés et difficiles d'accès.

BBB Industries - Sustainable Manufactured Solar Solutions Provide Water for Wildlife in Arizona 

Photo  Arizona Deer Association

 

OREGON, CALIFORNIE

Trois imposants barrages bientôt démantelés

Alors que nombre de pays songent à lancer de nouveaux chantiers de barrages hydroélectriques, en Oregon et en Californie, c'est tout le contraire qui se produit. Une série d'imposants barrages est actuellement démantelée. Des infrastructures qui ont bouleversé pendant des décennies, les écosystèmes et les populations locales. Une équipe de Radio-Canada s'est rendue sur le fleuve Klamath.

Radio-Canada

 

FRONTIÈRE MEXICAINE

Le Texas installe un mur flottant sur le R o Grande 

Pour réduire le nombre d'arrivées illégales, les autorités républicaines du Texas ont fait installer une chaîne de bou  dans le fleuve qui sépare le Mexique des  tats-Unis. Les bouées sont équipées de lames en forme de disque et taill es en dents de scie pour faire office de fils barbelés flottants. Mi-juillet, le ministère américain de la Justice a porté plainte au civil contre l'état du Texas, pour tenter de le forcer à retirer cette barrière. Mais le gouverneur texan Greg Abbott n'a pas plié. En attendant, c'est un entrepreneur local a pris les devants pour tenter de bloquer la mesure. Jessie Fuentes, propriétaire d'Epi's Canoe and Kayak Team, société organisant notamment des tours en kayak, a saisi la justice à "car le site prévu pour l'installation de ces bouées se trouve exactement l  où il organise ses activités et cela va porter atteinte à ses opérations", a déclaré à l'AFP son avocat, Carlos Flores.

Le R o Grande, qui naît dans les montagnes rocheuses au Colorado avant de traverser le Nouveau Mexique et le Texas pour se jeter dans le golfe du Mexique, fait office de frontière naturelle et internationale entre les  tats-Unis et le Mexique sur environ 2 000 kilomètres. Au Mexique nommé R o Bravo, le fleuve est régi par des traités entre ces deux pays.

France Info    BFM TV

À

AMÉRIQUE LATINE & CARAÏBES

La Banque mondiale et la BID unissent leurs forces

La Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement (BID) ont annoncé ce jour un partenariat quadriennal novateur visant à améliorer les résultats de développement au profit des populations d'Amérique latine et des Caraïbes.

Au siège de la BID à Washington, le président de la Banque mondiale, Ajay Banga, et le président de la BID, Ilan Goldfajn, ont signé un protocole d'accord qui a pour objet de renforcer le soutien aux initiatives de zéro déforestation nette en Amazonie, de renforcer la résilience des Caraïbes aux catastrophes naturelles et de combler l'écart d'accès au numérique en Amérique latine et dans les Caraïbes. En outre, la MIGA, institution de la Banque mondiale spécialisée dans l'assurance contre le risque politique, et IDB Invest, institution du Groupe de la BID spécialisée dans les opérations avec le secteur privé, ont convenu de travailler ensemble à l'atténuation du risque politique dans la région. Les deux organismes travailleront aux côtés de la Société financière internationale (IFI) de la Banque mondiale pour attirer davantage d'investissements du secteur privé dans la région.

Banque mondiale

À

Risques climatiques et leurs défis pour les intermédiaires financiers

Une nouvelle étude de la Banque européenne d'investissement (EIB) met en lumière les risques climatiques en Amérique latine et dans les Caraïbes et les défis auxquels sont confrontés les intermédiaires financiers pour piloter la transition verte.

Bien qu'elle contribue à moins de 5 % des émissions mondiales de CO₂, la région est très vulnérable aux risques climatiques en raison de son exposition accrue aux événements climatiques aigus, des risques chroniques et de sa capacité limitée d'adaptation et d'atténuation. Les intermédiaires financiers de la région sont exposés aux risques tant physiques que de transition en raison de la concentration de leurs portefeuilles de prêts dans des secteurs à haut risque. Les besoins d'investissement en matière d'adaptation au climat et d'atténuation de ses effets sont énormes, et les flux d'investissement sont à la traîne par rapport à ceux d'autres régions. Les banques de développement, en coopération avec les organisations financières internationales et les gouvernements locaux, ont un rôle crucial à jouer pour combler cette lacune.

EIB - Climate Risks in Latin America and the Caribbean: Are banks ready for the green transition? À

9 Latino-Américains sur 10 demandent des politiques climatiques plus strictes

La Banque européenne d'investissement (EIB) a publié les résultats de l'enquête latino-américaine et caribéenne de son

enquête sur le climat. L'enquête, réalisée en mai 2023, a recueilli les réponses de plus de 10 500 participants de 13 pays de la région. Elle vise à comprendre comment les gens perçoivent le changement climatique, quels sont ses impacts sur eux et ce qu'ils attendent des gouvernements en la matière.

EIB Climate Survey

À

À

Économie

À
top

Tachkent, Ouzbékistan - Entrée en vigueur du contrat de modernisation et d'amélioration des services d'eau

Le Tashkent Water Transformation Plan (TWTP), mené en collaboration avec les autorités ouzbèkes est entré en application au mois d'août. Ce contrat de 7 ans d'un montant de 142 millions d'euros, vise la modernisation des réseaux d'approvisionnement en eau et d'assainissement de la capitale ouzbèke (3 millions d'habitants), ainsi que l'optimisation de la gestion de la compagnie des eaux, Tashkent Shahar SuvTaminoti (TSST), afin de se conformer aux normes internationales. Le contrat est conclu entre Suez, la Société nationale des eaux Uzsvtaminot, la municipalité de Tachkent et le ministre de la Construction, du Logement et des Services communaux. Financé par un prêt direct du Trésor français ainsi que par un crédit acheteur Bpifrance Assurance Export, ce contrat comprend : une réduction des pertes d'eau en identifiant 30 000 fuites pour un gain estimé à l'équivalent de la consommation annuelle d'une ville ouzbèke de 330 000 habitants ; la mise en œuvre des solutions digitales dans un nouveau centre d'opérations équipé d'outils intelligents d'aide à la décision et l'installation de 650 000 compteurs intelligents ; l'amélioration de la qualité de l'eau et la mise en place de services clients avancés ; la mise en place d'une facturation basée sur la consommation visant à réduire la consommation globale en eau de la ville et faire face aux défis de la pénurie d'eau dans un contexte de changement climatique.

Suez

À

Chine - Suez signe deux nouveaux contrats dans les secteurs de l'eau et des déchets

Suez annonce la signature de deux nouveaux contrats dans les secteurs de l'eau (À Chongqing) et des déchets (À Shanghai pour le premier projet national de valorisation des matières plastiques).

Suez et Chongqing Water Group (CWG) investissent conjointement 1,25 milliard de RMB (plus de 160 millions d'euros) dans la construction et l'exploitation d'une usine de traitement de l'eau, en vue d'améliorer la résilience du système d'approvisionnement en eau de l'agglomération et de contribuer À sécuriser le service de l'eau sur le long terme. D'une capacité de 400 000 m³/j, la nouvelle installation comprend le prétraitement et la production d'eau, des stations de pompage ainsi que des réseaux de distribution d'eau. D'ici 2025, date d'achèvement de l'usine, la capacité de production d'eau de Suez À Chongqing atteindra 1,68 million de m³/j, ce qui permettra de desservir plus de 3,3 millions de personnes, contre 2,7 millions aujourd'hui.

À ce jour, Suez a investi 4 milliards de RMB (plus de 510 millions d'euros) À Chongqing dans le cadre de sa coopération de long terme avec la ville, initiée en 2002.

Suez

Monde

À
À

Le changement climatique compromet la quasi-totalité des ODD

À mi-parcours du Programme de développement durable À l'horizon 2030, les données scientifiques sont sans équivoque : la planète est loin d'atteindre les objectifs climatiques fixés. Selon un nouveau rapport élaboré par plusieurs institutions sous la coordination de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), cette situation compromet les efforts déployés À l'échelle mondiale pour lutter contre la faim, la pauvreté et les problèmes de santé, améliorer l'accès À l'eau potable et l'énergie, ainsi que de nombreux autres aspects du développement durable.

OMM - Rapport United in Science 2023

À

Les droits et le bien-être des enfants, loin du compte

À mi-parcours de la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) dont l'achèvement est fixé en 2030, les deux tiers des indicateurs ayant trait aux enfants ne sont pas sur la bonne voie pour atteindre les cibles prévues, avertit

l'UNICEF dans un rapport publié le 18 septembre. D'après ce rapport, intitulé "Progress on Children's Well-Being: Centring child rights in the 2030 Agenda" (Progrès en faveur du bien-être des enfants : Placer les droits de l'enfant au cœur du Programme 2030), seuls 11 pays abritant à peine 6 % de la population infantile mondiale (soit 150 millions d'enfants) ont atteint 50 % des cibles en faveur des enfants - le niveau de concrétisation le plus élevé observé jusqu'ici à l'échelle du globe. Si les progrès continuent à ce rythme, seuls 60 pays (dans lesquels vivent tout juste 25 % de la population infantile mondiale) auront atteint les cibles fixées à l'horizon 2030. Une situation qui laissera de côté environ 1,9 milliard d'enfants dans 140 pays.

UNICEF

À

Recrudescence du choléra à l'échelle mondiale

Des statistiques complètes sur le choléra pour 2022 publiées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) mettent en lumière l'échelle et l'ampleur de la recrudescence actuelle du choléra. Bien que les données sur le choléra restent insuffisantes, le nombre de cas signalés à l'OMS en 2022 a plus que doublé par rapport à 2021. 44 pays ont signalé des cas, soit une augmentation de 25 % par rapport aux 35 pays qui en avaient signalé en 2021. Non seulement il y a eu davantage de flambées épidémiques, mais ces flambées ont aussi été plus importantes. Sept pays - Afghanistan, Cameroun, Malawi, Nigéria, République arabe syrienne, République démocratique du Congo et Somalie - ont signalé chacun plus de 10 000 cas suspects et confirmés. Plus l'épidémie est importante, plus elle est généralement difficile à maîtriser.

OMS

À

Est-il possible d'encourager l'utilisation systématique des filtres à eau ?

Pendant les épisodes de sécheresse persistante, l'approvisionnement en eau potable de la population est critique. Dans ces situations d'urgence, les filtres à eau sont d'une importance capitale pour prévenir les maladies. Toutefois, ce n'est pas la distribution de filtres qui fait défaut, mais leur utilisation systématique au quotidien. Des chercheurs de l'Institut de recherche sur l'eau EAWAG en ont analysé les causes au nord du Kenya.

Determinants of consistency of use of household water filters in emergencies: Insights from a protracted drought in Northern Kenya, George Kiambuthi Wainaina and al., PLoS Water - EAWAG

À

AU-DELÀ DES MOTS

L'effondrement climatique a commencé

"L'effondrement climatique a commencé", a déclaré le secrétaire général des Nations unies. En employant en anglais le mot de "breakdown", António Guterres a annoncé le 5 septembre d'un nouveau record de température : selon l'Observatoire européen Copernicus, les trois derniers mois de l'été boréal - juin, juillet et août 2023 - ont été les plus chauds jamais connus par l'humanité. La température moyenne mondiale a atteint 16,77 °C, soit 0,66 °C au-dessus des

moyennes de la période 1991-2020.

Le propos du secrétaire général s'inscrit dans une volonté de pousser les décideurs à agir contre le réchauffement climatique. Néanmoins, la traduction française n'a pas manqué de faire débat car elle ne correspond pas à une définition scientifique.

Copernicus, Climat Change Service - communiqué

Nations unies - communiqué

Les explications de Libération

L'association des "climatologues" a profité de cette polémique sémantique pour publier la traduction d'un article de l'économiste Richard Tol, paru dans le Frankfurter Allgemeine Zeitung. Du point de vue de l'auteur si le changement climatique est réel, ce n'est pas l'apocalypse et la crainte erronée d'une catastrophe conduit à l'extrémisme et à des politiques de protection climatique excessives.

Article

À

L'IA générative a-t-elle fait exploser la consommation d'eau des géants de la tech ?

6,4 milliards de litres d'eau, ou 2 500 piscines olympiques : c'est la consommation d'eau de Microsoft en 2022, soit une augmentation de 34 % par rapport à 2021. Chez Google, la hausse est de 20 % sur la même période, d'après les rapports de responsabilité environnementale respectifs de ces firmes, cités par les journalistes de l'agence Associated Press (AP). S'agissant de Microsoft en particulier, l'étude impute principalement la hausse de la consommation d'eau à des investissements importants dans l'IA générative (IA capable de générer un contenu tel qu'un texte ou une image) et son partenariat avec OpenAI, l'entreprise qui a conçu l'IA générative ChatGPT, et dans laquelle Microsoft a commencé à investir dès 2019.

Magazine GEO

A.I. tools fueled a 34% spike in Microsoft's water consumption, and one city with its data centers is concerned about the effect on residential supply - Fortune

Microsoft 2022 Environmental Sustainability Report

Google 2023 Environmental Report

RECHERCHE

Un système d'alarme précoce pour les stations d'épuration

Dans les stations d'Ã©puration, c'est une communautÃ© variÃ©e composÃ©e de diverses bactÃ©ries qui fait le plus gros du travail Ã l'Ã©tape du traitement biologique dans les boues activÃ©es des eaux usÃ©es. Les espÃ©ces et le nombre de bactÃ©ries prÃ©sentes dans ce microbiome peuvent varier, par exemple en fonction des saisons ou Ã cause d'autres facteurs environnementaux. Le cas Ã©chÃ©ant, de tels changements peuvent avoir pour consÃ©quence d'entraver le processus de traitement, qui ne fonctionne alors plus de maniÃ¨re optimale. Le dÃ©cryptage du patrimoine gÃ©nÃ©tique par sÃ©quenÃ§age de l'ADN permet de dÃ©terminer la composition du microbiome. NÃ©anmoins, de telles analyses nÃ©cessitent jusqu'Ã rÃ©cemment un certain temps, des laboratoires ultra spÃ©cialisÃ©s et un Ã©quipement onÃ©reux. Une Ã©quipe de l'Institut de recherche sur l'eau EAWAG a rÃ©ussi Ã rÃ©aliser des analyses ADN directement sur place dans plusieurs stations d'Ã©puration et Ã obtenir les rÃ©sultats quelques heures plus tard grÃ¢ce Ã de nouveaux appareils de sÃ©quenÃ§age beaucoup plus petits. Cela permet de prendre des contre-mesures avant mÃªme que les changements indÃ©sirables du microbiome n'aient un impact nÃ©gatif sur le processus de traitement. Dans un article qui vient de paraÃ¢tre dans le magazine Aqua & Gas, les chercheurs expliquent la mÃ©thodologie testÃ©e dans plusieurs stations d'Ã©puration.

EAWAG - Publication originale (en allemand)

Ã

PUBLICATIONS

ProtÃ©ger les glaciers pour prÃ©server les Ã©cosystÃ©mes Ã©mergents

Dans le contexte actuel de dÃ©rÃ©glement climatique, une Ã©quipe franco-suisse de glaciologues et d'Ã©cologues modÃ©lise et explore l'Ã©volution des glaciers sur Terre d'ici Ã 2100. Cette analyse d'Ã©chelle globale simule l'Ã©volution des 210 000 glaciers de notre planÃ©te (hormis les calottes de l'Antarctique et du Groenland) et ses consÃ©quences Ã©cologiques. Elle cartographie et modÃ©lise Ã©galement la topographie et les tempÃ©ratures de l'air des zones qui Ã©mergeront lors du retrait des glaciers. Leur Ã©tude publiÃ©e dans la revue Nature montre comment protÃ©ger les glaciers et les Ã©cosystÃ©mes postglaciaires par l'attÃ©nuation du changement climatique et par des mesures de protection in situ.

Future emergence of new ecosystems caused by glacial retreat, JB Bosson et al. - Nature (article payant)

INRAE

Ã

Chemical pollution of mountain lakes

Biofilm community composition is changing in remote mountain lakes with a relative increase in potentially toxigenic algae

Mountain lakes provide clear drinking water to humankind but are strongly impacted by global change. Benthic biofilms are crucial for maintaining water quality in these oligotrophic lakes, yet little is known about the effects of global change on mountain biofilm communities. By combining analyses of metabarcoding data on 16S and 18S rRNA genes with climatic and environmental data, researchers from the University of Toulouse III Paul Sabatier investigated global change effects on the composition of biofilm prokaryotic and micro-eukaryotic assemblages in a five-year monitoring program of 26 Pyrenean lakes (2016-2020). Using time-decay relationships and within-lake dissimilarity modelling, they show that the composition of both prokaryotic and micro-eukaryotic biofilm communities significantly shifted and their biodiversity declined from 2016 to 2020. In particular, analyses of temporal trends with linear mixed models indicated an increase in the richness and relative abundance of cyanobacteria, including potentially toxigenic cyanobacteria, and a concomitant decrease in diatom richness and relative abundance. While these compositional shifts may be due to several drivers of global change acting simultaneously on mountain lake biota, water pH and hardness were, from their data, the main environmental variables associated with changes for both prokaryotic and micro-eukaryotic assemblages.

Biofilm community composition is changing in remote mountain lakes with a relative increase in potentially toxigenic

algae, Dirk Schmeller et al. -Â Water ResearchÂ Â

Â

Le lac de l'anthropocène

Le lac Crawford, en Ontario au Canada, serait le témoin de l'entrée dans l'anthropocène. Des chercheurs ont identifié ce site comme le plus significatif d'un basculement vers cette ère marquée par l'impact de l'humanité. Cette proposition n'a pas encore de valeur officielle.

Photo Cole Burston -Â La Presse Canadienne

AFP -Â YouTube

Â

Aires marines protégées

Concilier la préservation des habitats et des espèces et le développement durable des activités humaines

Trouver un équilibre entre la préservation des habitats et des espèces et le développement durable des activités humaines dans les aires marines protégées (AMP) est complexifié dans les zones côtières où la dynamique des sédiments entraîne des changements naturels des habitats. À partir d'une étude approfondie de la dynamique sédimentaire et de l'évolution côtière à trois échelles temporelles (du millénaire à l'événement) dans le Parc marin Gironde et des Pertuis (côte atlantique française), les chercheurs du laboratoire LIENSs (Littoral ENvironnement et Sociétés, La Rochelle, France) ont identifié 5 activités exerçant une interaction maximale avec la dynamique côtière : mise en valeur des terres, la conchyliculture, les défenses côtières, le dragage et l'extraction de sable. Ces activités sont au cœur des problèmes de gestion et de préservation de l'environnement. Ce bilan et la discussion des interactions entre les activités humaines et le comportement côtier leur ont permis de formuler des recommandations susceptibles de contrecarrer les instabilités et les effets secondaires négatifs. Il s'agit principalement de la dépollution, du recul stratégique, de l'optimisation et de la suffisance. Compte tenu de la diversité des environnements côtiers et des activités humaines rencontrées dans le GPMP, ce travail est transférable à de nombreuses AMP et zones côtières dont l'objectif est de favoriser des activités humaines durables et compatibles avec la préservation des habitats.

Understanding morphological evolution and sediment dynamics at multi-time scales helps balance human activities and protect coastal ecosystems: An example with the Gironde and Pertuis, Marine Park, A. Schmitt, E. Chaumillon -Â Science of The Total Environment

Inondations côtières

Vers des marées plus importantes sous l'effet des conditions météorologiques ?

La compréhension des facteurs de changement des marées est un défi majeur pour la prévention des inondations côtières au cours du siècle prochain. Alors que les interactions entre les marées et les surtensions atmosphériques ont été étudiées, les effets du vent et de la pression atmosphérique sur les marées à l'échelle annuelle n'ont pas été étudiés. Les chercheurs du laboratoire LIENSs (Littoral ENvironnement et Sociétés, La Rochelle, France) ont travaillé sur le plateau nord-ouest de l'Europe en proposant une approche de modélisation utilisant le modèle MARS en eaux peu profondes pour comprendre et quantifier les effets météorologiques sur les caractéristiques des marées. Les influences combinées et relatives du vent et de la pression sont étudiées à l'aide de quatre scénarios à travers plusieurs années de données météorologiques. Il est démontré qu'une partie des changements observés provient des changements du niveau moyen de la mer induits par les conditions météorologiques.

Atmospheric Wind and Pressure-Driven Changes in Tidal Characteristics over the Northwestern European Shelf, Jack Challis et al. - *Journal of Marine Science and Engineering* - Special Issue on Natural Hazards: Coastal Erosion, Inundation and Sea-Level Rise

À

Tendances à long terme de la salinité dans les zones humides côtières

Les écosystèmes côtiers d'eau douce jouent un rôle majeur en tant que réservoirs de biodiversité et fournissent de nombreux services écosystémiques ainsi qu'une protection contre les phénomènes météorologiques extrêmes. Bien qu'ils revêtent une importance particulière dans le monde entier, ils sont affectés par une grande variété de menaces anthropiques, parmi lesquelles la salinisation a été moins étudiée, en particulier en ce qui concerne les grands ensembles de données temporelles et spatiales basées sur des scénarios réels, alors que la salinité peut avoir un impact sur la biodiversité et le fonctionnement de l'écosystème. Dans cette étude, les chercheurs du laboratoire LIENSs (Littoral ENvironnement et Sociétés, La Rochelle, France) ont examiné les variations de la salinité sur des échelles temporelles à long terme (1996-2020) et saisonnières (relevés mensuels) et sur des échelles spatiales (distance variable par rapport au littoral) dans les masses d'eau de deux zones humides côtières typiques situées sur la côte atlantique de la France. L'étude est une première à examiner les changements à long terme de la salinité dans les zones humides côtières par le biais de processus naturels (embruns, variations saisonnières) et de perturbations climatiques permanentes (ondes marines liées à des événements météorologiques extrêmes, augmentation de la température, diminution des précipitations).

Long-term trends of salinity in coastal wetlands: Effects of climate, extreme weather events, and sea water level, L. Lorrain-Soligon et al. - *Environmental Research*

À

Cahier des Ponts sur la pollution plastique

Le Cahier des Ponts n° 7 propose en 50 pages un tour d'horizon de cette problématique complexe dont s'est saisie l'École des Ponts ParisTech, au sein notamment du LEESU (Laboratoire Eau, Environnement et Systèmes Urbain) qui a adopté, depuis plus de 10 ans, une démarche visant à comprendre les origines et flux de plastique, des milieux urbains aux milieux récepteurs continentaux. Issues d'un travail collaboratif avec les universités Gustave Eiffel et Paris Est-Créteil, ses recherches ont contribué à des développements méthodologiques et des avancées scientifiques majeurs.

Cahier des Ponts 7

À

Vers des silicones plus respectueux de la santé et de l'environnement

Les polysiloxanes, nom scientifique des silicones, possèdent des propriétés exceptionnelles et sont donc utilisés dans de nombreux domaines. Du cosmétique à l'aérospatial, on les retrouve absolument partout ! Néanmoins, lors de leur synthèse, peuvent se former des oligosiloxanes cycliques, de petites molécules dont certaines sont classées toxiques pour l'environnement et suspectées comme pouvant être des perturbateurs endocriniens. Pour corriger cet inconvénient, une équipe de scientifiques dirigée par un chercheur du CNRS vient de mettre au point un nouveau procédé permettant de synthétiser des silicones à partir de siloxanes cycliques de manière plus propre et plus écologique, tout en empêchant la formation de ces impuretés dans le produit fini. Ces résultats, qui viennent d'être publiés dans la revue *Science*, pourraient avoir des retombées considérables dans le secteur industriel.

Ring-opening polymerization of cyclic oligosiloxanes without producing cyclic oligomers - *Science* (accès réservé)

CNRS

À

Vers des plastiques biodégradables et recyclables ? La piste des PHAs progresse

Alors que la pollution plastique envahit les moindres recoins de la planète, des chercheuses et des chercheurs planchent sur des alternatives. Leur Graal ? Un polymère qui permettrait de conserver les avantages des matériaux plastiques tout en évitant leurs inconvénients. À l'occasion du sommet de l'ONU pour les objectifs du développement durable qui a lieu ces 18 et 19 septembre, Sophie Guillaume, directrice de recherche CNRS en chimie des polymères à l'Université de Rennes, présente les progrès récents faits par les chercheurs sur une de ces alternatives, les polyhydroxyalcanoates ou PHAs. Ceux-ci peuvent être fabriqués à partir de végétaux et ils sont biodégradables et recyclables, sur plusieurs cycles, en laboratoire.

The Conversation

À

Balancing-oriented hydropower operation makes the clean energy transition more affordable and simultaneously boosts water security

Reservoir hydropower offers a compelling combination of stability and flexibility services for modern water and power grids. However, its operating flexibility is poorly characterized in energy system planning, missing opportunities to cost-effectively uptake variable renewable energy (VRE) for a clean energy transition. In this study, a research team from the National University of Singapore has developed a fully coupled reservoir operation and energy expansion model to quantify the economic and environmental benefits attained from adaptive hydropower operation in a high VRE future. Their case study of the China Southern Power Grid reveals that, in a 2050 net-zero grid, simply adapting hydropower operations to balance VRE can reduce 2018-2050 total system costs by 7% (that is, US\$28.2 billion) and simultaneously save 123.8 km³ of water each year (that is, more than three times the reservoir capacity of the Three Gorges Dam). These vast, yet overlooked, cost- and water-saving potentials highlight the importance of incorporating balancing-oriented hydropower operation into future pathways to jointly decarbonize and secure power and water grids.

Balancing-oriented hydropower operation makes the clean energy transition more affordable and simultaneously boosts water security, Zhanwei Liu & Xiaogang He - *Nature Water*

À

Un procédé de dessalement à faible consommation d'énergie

Une équipe de l'Université de Bath (Royaume-Uni) a mis au point un nouveau procédé de dessalement à faible consommation énergétique. Selon l'équipe de recherche dirigée par Frank Marken, le procédé serait adapté pour une utilisation à petite échelle, là où aucune infrastructure de traitement de l'eau n'est disponible, comme par exemple dans les régions isolées ou les zones sinistrées. Le procédé n'utilise pas de pression externe, mais une énergie électrique juste suffisante pour attirer les ions chlorure à travers la membrane de filtration vers une électrode chargée positivement. Les molécules d'eau sont en même temps poussées à travers la membrane, un peu à la manière d'un piston. Attirés par l'électrode chargée négativement, les ions sodium restent de l'autre côté de la membrane. Les ions chlorure sont ensuite recyclés dans la chambre contenant l'eau salée et le processus est répété, attirant progressivement de plus en plus de molécules d'eau. Pour l'heure, la technologie n'en est qu'au stade de la preuve de concept, puisqu'elle ne convertit que quelques millilitres. L'équipe attend des partenaires afin d'étendre le procédé et calculer sa consommation d'énergie avec plus de précision. La recherche a été publiée dans ACS Applied Materials & Interfaces.

Frank Marten et al., "Tuning and Coupling Irreversible Electroosmotic Water Flow in Ionic Diodes: Methylation of an Intrinsically Microporous Polyamine (PIM-EA-TB)" - ACS

WQP Water Quality Products

À

IDES & DÉBATS

Urgences

Le nouveau numéro de la revue La Géographie est disponible. À l'occasion du Festival international de géographie (2 septembre-1er octobre, Paris), la Société de géographie a préparé un dossier intitulé sur la thématique de l'édition "Urgences".

Société de géographie

À

Sommet sur les ODD 2023

Remettre le monde sur la bonne voie. Un décryptage de Focus 2030

Selon un sondage exclusif conduit par YouGov et réalisé par le Development Engagement Lab et Focus 2030, les Français connaissent les Objectifs de développement durable et l'Agenda 2030. Le dossier spécial réalisé par Focus 2030 entend rappeler à travers des faits et chiffres sources le contexte dans lequel ce sommet se déroule : 15 %

seulement des indicateurs de suivi des ODD sont sur la bonne voie pour être atteints en 2030, tandis que 48 % présentent un retard modéré ou grave, et que 37 % enregistrent une stagnation, voire un recul par rapport à la situation qui prévalait en 2015. Les multiples crises en cours (sanitaire, économique, géopolitique, climatique, environnementale...) ont ralenti voire annihilé les progrès réalisés en matière de lutte contre la pauvreté et d'accès à l'éducation et à la santé. Enfin, il existe un important déficit de financement de l'Agenda 2030, dont le montant annuel est estimé à 3 900 milliards de dollars pour les seuls pays en développement.

Focus 2030 - Media Connect

À

La croissance verte de moins en moins crédible pour les universitaires

La notion de croissance verte, c'est-à-dire l'idée que les objectifs environnementaux peuvent être alignés sur une croissance économique continue - reste l'orthodoxie économique commune à de grandes institutions telles que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Union européenne et la Banque mondiale. En dépit de ce consensus au niveau des organisations, une enquête menée par une équipe de Université autonome de Barcelone et l'Université de Malaga auprès de près de 800 chercheurs en politique du climat du monde entier révèle, elle, un scepticisme grandissant à l'égard de ce concept de croissance verte dans les pays à revenu élevé, avec notamment de plus en plus d'ouvrages affirmant que ce principe n'est ni viable ni souhaitable. Au lieu de cela, d'autres paradigmes post-croissance, dont la "décroissance" et l'"accroissance" (agrowth en anglais) gagnent du terrain.

Ivan Savin, Associate Professor of Business Analytics at ESCP Business School, Madrid campus & Research Fellow at ICTA-UAB, ESCP Business School, et Lewis King, Lecturer in climate policy and green economics, Universitat Autònoma de Barcelona - The Conversation

Publication originale : Shades of green growth scepticism among climate policy researchers - Nature Sustainability (article payant)

À

Les toilettes sont le lieu pour comprendre comment se pensent les sociétés

C'est un objet tabou. Au mieux, quand il est abordé, un sujet d'amusement et de gaudriole. Les toilettes sont pourtant un lieu central de nos vies quotidiennes qui, à lui-seul, condense une grande partie des problèmes du monde. La Société française de géographie a conduit un entretien avec le sociologue Julien Damon, auteur de l'ouvrage Toilettes publiques. Essai sur les commodités urbaines.

Entretien

À

Comment prévenir la fatigue climatique ?

Les signaux de la crise climatique n'ont jamais été aussi intenses. Et pourtant, chez de nombreux citoyens, le message ne passe plus. Comme s'il y avait saturation. Comme s'il y avait désintérêt. Le portrait d'un avenir inquiétant provoque chez les citoyens une forme d'apathie climatique. Ce phénomène est de plus en plus documenté, notamment

grâce aux recherches du psychologue et économiste norvégien Per Espen Stoknes, qui a publié en 2015 un livre important sur cette question intitulé *What We Think About When We Try Not To Think About Global Warming* (Ce à quoi nous pensons lorsque nous essayons de ne pas penser au réchauffement climatique ; ce livre n'est pas traduit). La plus récente enquête annuelle du Reuters Institute, le Digital News Report 2023, montre qu'une proportion grandissante de citoyens évitent de suivre les nouvelles. Selon ce grand sondage réalisé dans 46 pays situés sur tous les continents, sur un échantillon d'environ 2 000 personnes par pays, les données montrent que 36 % des personnes ont dit avoir évité, parfois ou souvent, de suivre l'actualité en 2022, comparativement à 29 % en 2017.

Stéphanie Leblanc - Radio-Canada

Reuters Institute - Digital News Report 2023

À

LAURIERS

L'écologue Sandra Lavorel reçoit la médaille d'or 2023 du CNRS

La médaille d'or du CNRS, l'une des plus prestigieuses récompenses scientifiques françaises, distingue cette année l'écologue Sandra Lavorel. Spécialiste du fonctionnement des écosystèmes, cette chercheuse du CNRS depuis 30 ans a mis en évidence les contributions de la biodiversité à la vie humaine et évalué les impacts socioéconomiques altérations par les changements environnementaux. De 2018 à 2022, elle était membre du comité interdisciplinaire d'experts de l'IPBES, la plateforme internationale de référence sur la biodiversité (comme l'est le GIEC sur le climat). Dans ce cadre elle a co-édité le rapport GIECC-IPBES sur la biodiversité et le changement climatique paru en 2021. Elle participe actuellement à l'évaluation Nexus sur les liens d'interdépendance entre la biodiversité, l'eau, l'alimentation, la santé et le climat de l'IPBES.

La médaille d'or du CNRS ainsi qu'une dotation de 50 000 euros de la part de la Fondation CNRS lui seront remises le 20 décembre 2023 lors d'une cérémonie à la Maison de la Chimie à Paris.

CNRS

À

L'Académie d'agriculture de France accorde 17 médailles aux chercheurs de l'INRAE

L'Académie d'agriculture de France a récompensé des travaux majeurs ou prometteurs. 17 chercheurs de l'INRAE ont été primés, dont 3 médailles d'or sur les 5 décernées.

Liste des lauréats - INRAE

À

À

Europe
top

Des mesures supplémentaires sont nécessaires au sein de l'UE pour réduire les impacts des pesticides chimiques

Malgré les progrès réalisés dans certains États membres de l'UE pour réduire l'utilisation des pesticides, la pollution par ces derniers continue de présenter des risques significatifs pour la santé humaine et l'environnement, selon une note d'information publiée le 14 septembre par l'Agence européenne pour l'environnement (AEE). Pour inverser cette tendance, il reste encore beaucoup à faire pour atteindre les objectifs "zéro pollution" de l'UE, qui consistent à réduire de 50 % l'utilisation et le risque des pesticides chimiques et des pesticides plus dangereux d'ici 2030.

AEE

À

FRANCE

Le Défi Sobriété -10 % d'eau à destination des collectivités territoriales

Pour mobiliser massivement les collectivités, diffuser les bonnes pratiques territoriales et créer une dynamique nationale en faveur de la préservation quantitative de la ressource en eau, Sarah El Hachimi, secrétaire d'État chargée de la biodiversité et l'association AMORCE lancent le "Défi Sobriété -10 % d'eau d'ici 2025" à destination des collectivités territoriales. Inspiré des solutions issues des territoires, mais aussi des plans territoriaux de sobriété énergétique appliqués par les collectivités durant la crise énergétique de 2022, le défi proposé aux collectivités se décline en actions immédiates à mettre en œuvre pour réduire leurs prélèvements en eau : 1) Faire le bilan des consommations d'eau de son patrimoine et de ses services publics ; 2) Mobiliser le personnel territorial et s'assurer d'une métrologie fiable ; 3) Identifier et résorber les fuites avant et après compteur du patrimoine public ; 4) Installer du matériel hydro-économe et de récupération d'eau pour tous les équipements publics en commençant par les bâtiments les plus consommateurs ; 5) Optimiser les systèmes d'arrosage et mettre en place une gestion différenciée des espaces verts ; 6) Réduire les consommations d'eau des piscines et autres équipements sportifs ; 7) Économiser l'eau dans les services de nettoyage des espaces publics ; 8) Optimiser les consommations d'eau dans les services publics d'eau et d'assainissement ; 9) Installer un matériel performant et sensibiliser le public aux économies d'eau dans les établissements recevant du public (ERP) et dans les établissements scolaires ; 10) Mobiliser les abonnés du service public de l'eau par des campagnes de sensibilisation et la distribution des kits d'économie d'eau. Ce défi s'appuie sur le réseau national d'AMORCE (1 100 adhérents : communes, intercommunalités, conseils départementaux et régionaux, entreprises, fédérations professionnelles et associations) avec le soutien de la Banque des Territoires et des agences de l'eau.

Plaidoyer pour une réforme des redevances des agences de l'eau

Après des années sans véritable projet politique en matière de maîtrise des consommations d'eau et de lutte contre les pollutions émergentes, une prise de conscience émerge enfin face à une raréfaction de la ressource due aux effets du changement climatique. Néanmoins, les annonces et les moyens mobilisés, notamment à travers du Plan Eau, ne sont pas à la hauteur des enjeux et, surtout, ne corrigent pas le déséquilibre à la source entre les producteurs d'eau et les émetteurs de polluants qui pèsent davantage sur les territoires. Pour passer de la prise de conscience à la mise en œuvre concrète de leviers structurants insufflant une réelle transition écologique de la gestion de l'eau, le réseau AMORCE (1 100 adhérents : communes, intercommunalités, conseils départementaux et régionaux, entreprises, fédérations professionnelles et associations) défend dans la loi de finances 2024 une réforme des redevances des agences de l'eau plus équilibrée entre les grands utilisateurs et plus incitative pour de réelles économies d'eau et réduction des pollutions.

Le communiqué rappelle qu'aujourd'hui, le système des redevances des agences de l'eau génère 2,2 milliards d'euros de recettes annuelles. Sa répartition s'avère fortement déséquilibrée dans la mesure où la part des taxes et redevances pour l'usage domestique représente dans le prix de l'eau potable près de 83 % des recettes de ces agences (6 % pour l'industrie, 6 % pour l'agriculture...) alors que les services publics d'eau et d'assainissement ne sont bénéficiaires que de seulement 31 % des dépenses en retour et que les ménages consomment seulement 20 % de l'eau en France. Par ailleurs, ce déséquilibre (des redevances de près de 3 à 20 fois supérieures pour les redevances domestiques comparées à celles des autres secteurs) revient à tolérer un accès quasiment gratuit à l'eau pour les autres producteurs. Une absurdité qui ne conduit pas l'ensemble des acteurs à modifier leurs comportements en faveur d'un rapport aux éléments plus responsable. Un autre point majeur, relève le communiqué, est l'absence d'un signal prix pour lutter efficacement pour les pollutions émergentes. Alors que le réseau AMORCE recensait cet été près de 88 % de collectivités ayant détecté dans leurs captages d'eau potable des micropolluants de pesticides, la taxe sur l'usage de pesticides ne représente que 4 % des recettes des redevances. Paradoxalement, les principaux émetteurs de polluants ne sont pas les premiers à devoir contribuer financièrement au traitement de ces pollutions...

Les collectivités appellent à une réforme mettant fin à ces dérives et donnant les moyens d'atteindre les objectifs de la transition écologique. Bien que l'État semble avoir saisi la nécessité d'augmenter les redevances des agences de l'eau, le projet qui se dessine - c'est-à-dire une méthode de financements supplémentaires qui ne corrigent pas les déséquilibres - ne permettra pas de mieux gérer la quantité de la ressource et préserver sa qualité sur la base d'efforts réellement partagés. C'est pourquoi AMORCE propose une réforme basée sur trois principes majeurs et indispensables

- Un rééquilibrage des taxes sur les éléments pour l'ensemble des usagers, ce qui se traduit par une augmentation des redevances payées par les secteurs du nucléaire, de l'agriculture, de l'industrie et de l'alimentation des canaux. C'est la condition nécessaire pour la fois établir un juste équilibre avec les collectivités et les usagers, mais aussi pour inciter tous les acteurs à la réduction de leurs éléments conformément à l'esprit du Plan Eau.

- Une multiplication par 5 des redevances de pollutions industrielles et agricoles pour couvrir les besoins de traitements et en parallèle inciter aux changements de comportements. Depuis plusieurs mois, AMORCE dénonce une prise en otage des collectivités démunies de moyens d'actions pour lutter contre la menace des pesticides dans leurs captages. Étant donné d'avoir interdit l'usage de ces substances dans les aires d'alimentation, l'État doit s'appuyer sur une taxation réellement dissuasive qui ne soit pas juste un droit à polluer.

- La création d'une nouvelle redevance visant les pollutions émergentes (produits d'entretien et ménagers ; produits générant des microplastiques : matériaux en PVC, textiles synthétiques ; plastiques alimentaires ou cosmétiques contenant des phtalates). Au vu des impacts générés par les pollutions émergentes sur le cycle de l'eau, la responsabilisation des metteurs sur le marché est indispensable, d'une part, pour inciter à la réduction de ces pollutions et, d'autre part, pour éviter que les collectivités - donc indirectement les usagers - soient les seules à supporter le coût des traitements du service public d'eau et d'assainissement.

Au-delà de corriger simplement les injustices d'investissement, cette réforme ambitieuse permettra, selon l'association, de dégager plus d'1 milliard d'euros par an de moyens supplémentaires pour les agences de l'eau et les collectivités. Ce sont ces moyens qui manquent actuellement pour agir efficacement en réduisant les fuites dans les réseaux, en développant les projets de réutilisation des eaux non conventionnelles, en accompagnant les mutations agricoles, ainsi qu'en réduisant et traitant les pollutions émergentes.

En complément de ces propositions financières structurelles, AMORCE insiste sur la nécessité de soumettre à la représentation nationale une grande loi sur l'eau et la transition écologique pour assurer la pérennité du modèle économique et social de la gestion de l'eau en France.

AMORCE

À

Transition écologique du parc HLM

Les agences de l'eau officialisent leur engagement aux côtés de l'Union sociale pour l'habitat

Le 26 septembre 2023, un partenariat majeur a été signé entre les 6 directeurs généraux des agences de l'eau - à Marc Hoeltzel (Agence de l'eau Rhin-Meuse), Guillaume Choisy (Agence de l'eau Adour-Garonne), Sandrine Rocard (Agence de l'eau Seine-Normandie), Laurent Roy (Agence de l'eau Rhône-Méditerranée Corse), Martin Gutton (Agence de l'eau Loire-Bretagne), Thierry Vatin (Agence de l'eau Artois-Picardie) - et la présidente de l'Union sociale pour l'habitat Emmanuelle Cosse afin de placer la gestion de l'eau, la renaturation des espaces et la lutte contre l'effet d'îlots de chaleur urbains au cœur des projets de construction et de rénovation du logement social. Ce partenariat permet d'unir les moyens d'intervention de ces établissements et d'installer les agences de l'eau comme les partenaires privilégiés des opérations de désimperméabilisation et de renaturation des résidences HLM. Cette signature s'est faite en présence de Philippe Mazenc, directeur général de l'Aménagement, du Logement et de la Nature (DGALN) du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, pour marquer l'importance du rapprochement des opérateurs autour de cet axe prioritaire de la politique de la ville et d'une mobilisation du gouvernement à l'égard des populations concernées.

Les bailleurs sociaux sont les propriétaires d'un patrimoine bâti mais écologiquement souvent de l'ensemble des infrastructures associées (voiries, réseaux d'eau, d'assainissement, espaces verts et de nature...), qui représentent des surfaces conséquentes de l'espace urbain. Ils sont donc un acteur-clé de la ville perméable et durable. Leurs opérations courantes ou plus structurantes constituent des opportunités pour une autre gestion de l'eau (infiltration dans les espaces verts ou surfaces perméables, réutilisation, économies d'eau...) et la préservation, voire l'amélioration, de la biodiversité et des milieux naturels. Les agences de l'eau souhaitent accompagner et promouvoir les actions portées par l'USH et les organismes HLM dans le cadre de leur politique d'urbanisme durable, pour permettre une transition écologique de l'ensemble du parc social, tant en milieu urbain que rural. Ces actions portent plus précisément sur le développement et l'amélioration de la gestion préventive et durable des eaux pluviales en milieu urbain, la biodiversité, la sobriété en eau dans les bâtiments et sur les parcelles mais aussi la préservation et la restauration des milieux naturels. Des actions opérationnelles et des partenariats sont déjà à l'œuvre dans le secteur : Partenariat en cours depuis 2021 entre l'Union régionale de l'habitat Grand Est et l'Agence de l'eau Rhin-Meuse avec une convention de partenariat signée en février 2023 (formations croisées et webinaires, appels à projets spécial bailleurs sociaux, travail sur les modalités d'interventions) ; Appels à projets de l'Agence de l'eau Artois-Picardie en 2023 "Gestion de l'eau et de la biodiversité dans les parcs locatifs des bailleurs sociaux" ; Accompagnement de projets par l'Agence de l'eau Seine-Normandie en Île-de-France dont le projet de démonstrateurs des bonnes pratiques ; Partenariat entre l'Association régionale HLM Champagne-Ardenne (ARCA HLM) et l'Agence de l'eau Seine-Normandie depuis septembre 2023 ; Webinaire "Et si le bâtiment ne consommait plus d'eau" organisé en juin dernier à l'intention des organismes HLM, avec des interventions croisées autour de retours d'expérience en métropole et dans les outre-mer ; Étude cofinancée afin de réaliser un panorama des pratiques en matière de gestion intégrée des eaux pluviales, favorisant l'infiltration à la source et limitant les rejets d'eaux pluviales dans les réseaux.

L'Union sociale pour l'habitat représente, en France métropolitaine et dans les territoires d'outre-mer, quelque 566 opérateurs HLM (fin 2022) à travers cinq fédérations. En 2022, les organismes HLM ont mis en chantier 66 500 logements neufs et logements-foyers. Ils détiennent et gèrent 4,8 millions de logements locatifs et 0,37 million de logements-foyers et logent environ 10,2 millions de personnes. Les opérateurs de logement social sont également d'importants acteurs de l'accession sociale à la propriété : en 2022, 16 300 logements ont été vendus à des accédants.

secteur groupé ou en diffus.

Agences de l'eau - Union sociale pour l'habitat

À

Les associations de collectivités saluent l'abandon par le gouvernement de la fausse consigne sur les bouteilles plastiques

Après quatre années de concertation et d'études d'évaluation, les associations de collectivités saluent solennellement la décision du gouvernement portée par Christophe Béchou, ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, d'écarter le projet de fausse consigne pour recyclage des bouteilles plastiques soutenue par l'industrie de la boisson et des eaux en bouteille, et dont les conséquences économiques, sociales et environnementales suscitaient le scepticisme et même l'opposition de la plupart des acteurs (associations de collectivités mais aussi associations de consommateurs, ONG environnementales, commerces de proximité, professionnels des déchets et du recyclage des plastiques). Les représentants des collectivités appellent désormais le gouvernement à mettre en œuvre dans les plus brefs délais un plan ambitieux d'accroissement de la prévention, du recyclage, de la collecte sélective et du recyclage des emballages, s'appuyant sur la mobilisation générale de tous les acteurs (metteurs sur le marché, distribution, éco-organismes, collectivités, État, ONG) et s'inspirant des propositions des associations de collectivités, mais aussi des autres acteurs de la filière avec un mot d'ordre : "Moins d'emballages et des emballages triés partout, tout le temps et par tout le monde !" pour atteindre les objectifs de la France et de l'Union européenne.

Cosignataires : le réseau AMORCE (Déchets Énergie Eau), AMF, Intercommunalités de France, France Urbaine, AMRF, APVF, Villes de France, ANPP, Départements de France, Cercle National de Recyclage.

À

Campagne nationale de prévention pluie-inondation

Pour sensibiliser les populations aux bons réflexes à adopter durant les épisodes de pluies intenses et d'inondations soudaines, le ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, en lien avec le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer, lance la 8^{ème} édition de sa campagne de prévention pluie-inondation du 30 août au 30 novembre 2023.

Les bons réflexes face au risque inondation

À

Assemblée nationale : Auditions des associations

La mission d'information sur l'adaptation de la politique de l'eau au défi climatique, dont les corapporteurs sont MM. les députés Yannick Haury et Vincent Descœur (mission initiée par la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale), se propose d'auditionner le 9 novembre les associations : Coalition eau, Réseau Action Climat France, Coordination Eau Bien Commun France, Bassines Non Merci. L'audition ne fera pas l'objet d'un compte rendu public et ne sera pas diffusée sur le site de l'Assemblée nationale.

À

Lancement du Programme national Ponts Travaux

Dans la suite des opérations de recensement des ouvrages communaux engagées dans le cadre du Programme national Ponts 1 et 2 (pour 50 millions d'euros au total), l'État mobilise 35 millions d'euros supplémentaires pour accompagner les collectivités à réaliser les travaux de remise en état de leurs ouvrages communaux les plus dégradés, notamment ceux présentant un enjeu majeur de sécurité des usagers et de continuité des dessertes locales. Concrètement, les collectivités peuvent désormais présenter faire parvenir leurs demandes de financement "au fil de l'eau" depuis le site Démarches Simplifiées. Le Programme national Ponts Travaux subventionnera jusqu'à 60 % des travaux de reconstruction, de réparation, de restauration, ainsi que les études techniques et réglementaires nécessaires à leur bonne réalisation. Près de 32 000 communes sont éligibles au programme.

CEREMA

À

OUTILS

Les gestionnaires de digues confrontés aux assurances

Depuis plusieurs années, et le phénomène ne prend de l'ampleur, les gestionnaires de digues rencontrent des difficultés à trouver une couverture assurantielle pour les risques liés à leurs missions et à leurs ouvrages, que ce soit en matière de responsabilité civile (RC), d'assurance dommages aux biens (DAB) ou encore d'assurance en cas d'ingénierie interne. Les gestionnaires sont de plus en plus nombreux à être dans l'impossibilité de s'assurer ou à devoir pallier au non renouvellement de leur contrat, qu'il s'agisse de gestionnaires historiques ou, plus forte raison, de neo-gestionnaires. France Dignes travaille depuis plusieurs mois aux côtés de l'Association nationale des élus des bassins (ANEB), de l'ARBE PACA (Agence régionale de la biodiversité et de l'environnement) et de France Assureurs afin d'identifier et proposer des solutions. Ensemble les organisations proposent aux entités en charge de la compétence GEMAPI, candidates à une assurance, un questionnaire. Issu de 18 mois d'échanges avec France Assureurs, ce document permet de bien définir les besoins du gestionnaire s'adressant pour la première fois à un assureur.

En outre, France Dignes et l'ANEB diffuseront prochainement une note et un document de synthèse visant à expliciter au mieux les notions, responsabilités, obligations assurantielles dans le monde des digues. Enfin, auditionnées début septembre par la mission gouvernementale Assurabilité des risques climatiques, les deux organisations mettront aussi prochainement en ligne leurs propositions.

France Dignes

À

Une Boussole de la résilience

Les 25 et 26 septembre, les 3^{èmes} Rencontres Villes Durables en actions, ont été l'occasion pour le CEREMA d'intervenir sur l'évolution des approches et les outils pour l'aménagement de la ville. Organisé par France Villes et Territoires Durables qui réunit des acteurs des collectivités locales, de l'État, des entreprises et de l'expertise autour de la transition des villes et territoires, cet événement avait pour thème "Régénération : (p)réparer les territoires pour affronter les défis de l'Anthropocène". Le CEREMA y a présenté son outil "Boussole de la résilience", conçu pour guider l'analyse et la conception des projets à l'aune de défis actuels, avec un travail en cours sur deux cas d'application : la surchauffe et le risque inondation.

CEREMA - Replay

PUBLICATIONS

Un Livre blanc pour un État des lieux et pistes d'évolution du contentieux de la santé environnementale

Partant du constat que l'humanité fait face à trois crises : le réchauffement climatique, les pollutions et la perte de la biodiversité, le 28 juillet 2022, l'Assemblée générale des Nations unies a reconnu un nouveau droit humain universel : l'accès à un environnement propre, sain et durable. En France, le Conseil d'État a reconnu en septembre 2022 que le droit de chacun de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé était une liberté fondamentale. Pourtant, la prise en compte de la santé environnementale dans la réglementation et dans les décisions de justice est difficile. De nombreuses victimes de pollutions font face à des mécanismes judiciaires qui les défavorisent : difficulté à établir le lien de causalité, coût exorbitant de l'expertise à la charge de la victime, rareté des sachants en matière de santé environnementale, frilosité sur les montants de réparation attribués... Le livre blanc à l'État des lieux et pistes d'évolution du contentieux de la santé environnementale a été élaboré conjointement par Kaizen Avocat, Notre Affaire Tous - Lyon et le Réseau Environnement Santé. Il vise à faire part de leurs expériences croisées et de leurs analyses dans ce domaine pour que les professionnels du droit et de la santé environnementale puissent se saisir plus facilement de cette question majeure dans leur travail. Le livre blanc présente, notamment, les pratiques actuellement susceptibles d'être améliorées en matière de santé environnementale, ainsi que des pistes d'évolution identifiées.

Livre blanc "État des lieux et pistes d'évolution du contentieux de la santé environnementale"

Par ailleurs, le cabinet Kaizen Avocat a élaboré une Boîte à outils juridiques pour la santé environnementale

À

Tableau de bord et analyses de la consommation d'espaces naturels et agricoles

Dans le cadre de l'Observatoire de l'artificialisation des sols, le CEREMA produit les chiffres de mesure annuelle des flux de consommation d'espaces, grâce à l'analyse des fichiers fonciers. Le centre met également à disposition des outils d'aide à la visualisation et à l'analyse de ces données, via un tableau de bord interactif et la publication d'indicateurs pré-calculés qui permettent d'observer l'évolution de l'artificialisation depuis 2010 de l'échelle régionale à la commune.

CEREMA - À Tableau de bord et carte interactive

À

Comment les changements abrupts des températures de surface influencent-ils le cycle de l'eau dans les bassins français de production de bié ?

Des travaux engagés par l'UMR Bioéosciences de l'Université de Bourgogne, publiés dans la revue Total Environment Research Themes, apportent un éclairage sur l'impact d'un réchauffement brutal des températures de surface sur le bilan hydrique et les épisodes de stress hydrique dans les bassins français de production de bié tendre d'hiver, ces derniers connaissant une stagnation des rendements depuis les années 1990.

Bioéosciences, UMR 6282 CNRS - Université de Bourgogne

À

Valorisation des eaux de source en milieu urbain

Retour sur le séminaire du projet de recherche ANR HUNIWERS

Le 23 mai, le séminaire "Valorisation des eaux de source en milieu urbain" a été organisé à Paris pour valoriser les résultats du projet de recherche ANR HUNIWERS (Impact historique de l'urbanisation sur la qualité de l'eau : étude diachronique en région parisienne). Le CEREMA propose un retour sur les échanges de la journée avec les replays et documents PDF de présentation.

CEREMA

À

Artificialisation du sol : Un rapport sur les déterminants de la consommation d'espace de 2009 à 2021

Dans le cadre de l'Observatoire de l'artificialisation, le CEREMA a produit un rapport analysant les chiffres de l'artificialisation des sols à un niveau national et local, en mettant en avant plusieurs éléments permettant de mieux comprendre ce phénomène pour mieux le limiter. Les données et analyses pour la période 2009-2021 sont disponibles.

CEREMA - Rapport à

À

Débat PUBLIC

L'avenir de la mer, du littoral et de l'éolien offshore

À l'occasion de la Journée mondiale de la mer (28 septembre), la Commission nationale du débat public (CNDP) annonce qu'un débat d'ampleur se tiendra prochainement sur l'avenir de la mer, du littoral et de l'éolien en mer. La CNDP a décidé d'organiser ce débat public principalement pour deux raisons : d'une part, le public doit être informé et sensibilisé à l'état environnemental de la mer et à la biodiversité marine dans un contexte de changement climatique ; d'autre part, le nombre de parcs éoliens envisagés par le gouvernement devrait avoir un impact significatif sur une partie du littoral, sur

la mer et les activités liées, ainsi que l'environnement. La CNDP prépare activement ce débat à forts enjeux : à ce stade elle a rencontré plus de 1 000 personnes (acteurs de terrain, élus, scientifiques, associations, pêcheurs, acteurs économiques, etc.) pour préparer ce débat.

Le débat public "La mer en débat" débutera à la fin de l'année et se terminera au printemps 2024, et devra mobiliser le plus largement possible. Il doit informer tous les publics, qu'ils résident sur le littoral ou non, et leur permettre de participer aux choix qui détermineront l'avenir de la mer et la place de l'énergie dans la mer. Une plateforme participative en ligne, des rencontres sur le terrain et divers événements seront organisés, qui s'appuieront sur la collaboration de scientifiques.

Mise à jour des documents stratégiques de façade (DSF) et cartographie de l'océan en mer

À

PLAY & REPLAY

À voir sur France 5

Orages, inondations : Sommes-nous prêts ?

Lundi 16 octobre, Hugo Clément et France 5 nous conduiront sur le front des orages et inondations pour nous révéler les failles de nos prévisions météorologiques.

France 5 Sur le front

Nouvelle saison pour Vert de rage

Pour cette nouvelle saison de Vert de rage, Martin Boudot et Mathilde Cusin reprennent leurs enquêtes en France et à l'étranger sur les grands scandales environnementaux et les graves pollutions.

Lundi 2 octobre, 21h05, inédit - Métro, alerte à l'air : La pollution de l'air dans les réseaux souterrains des transports ferrés. Ce moyen de transport est indispensable dans la lutte contre le réchauffement climatique. C'est une alternative au transport en voiture. En région parisienne, 8 millions de personnes empruntent chaque jour le métro et le RER. La RATP assure que l'air y est sans danger, sous contrôle. Pendant un an, toute l'équipe de Vert de rage ont enquêté ; avec l'aide de scientifiques, ils ont mesuré les niveaux dans les 332 stations de métros et de RER, mais ont aussi mis en place une étude inédite sur l'exposition des voyageurs aux métaux lourds, présents dans l'air ambiant. La publication de leurs résultats a eu un impact sans précédent et résonne même jusqu'aux États-Unis, où des chercheurs s'emparent de la méthode pour mesurer la pollution de l'air dans le métro new-yorkais.

Lundi 2 octobre, 21h50, rediffusion - Polluants éternels : En 2022, la ministre de la Transition écologique, Barbara Pompili, interrogée dans le documentaire, a fait promulguer un arrêté imposant la surveillance des taux de polluants éternels - les perfluorés - dans les eaux de surface et dans les nappes phréatiques. Depuis, ce sont plus de 40 000 analyses qui ont été opérées dans les laboratoires français. En janvier 2023, le gouvernement a annoncé un plan d'action 2023-2027 pour réduire l'exposition des Français aux perfluorés. En juillet 2023, la justice a ouvert une information contre X pour "mise en danger d'autrui par personne morale par violation manifestement d'obligation réglementaire de sécurité et de prudence". La juge d'instruction en charge du dossier a requis le documentaire comme pièce à conviction.

France 5 Vert de rage [replays impossibles à visionner en version intégrale] à

À

À retrouver sur ARTE

Mãgabassines : l'eau, source de conflits

La rãalisation a suivi Jean-Jacques Guillet, membre actif du mouvement Bassines Non Merci, mais a ãgalement rencontrã un maraãcher bio irrigant (ã partir d'un puits privã) ainsi que Thierry Boudaud, le prãsident de la Coop de l'eau 79, porteuse du projet des rãserves d'eau, et un ãleveur de chãvres, membre de la coopãrative.

ARTE Regardsã - 33 minutes

Eau potable, une ressource ã prãserver

Vagues de chaleur, manque de pluie : le niveau des nappes phrãatiques est dramatiquement en baisse. La consommation d'eau, elle, ne cesse d'augmenter. Comment faire pour ãconomiser cette prãcieuse ressource ? Tour d'horizon de diverses approches, que ce soit ã l'ãchelle d'un foyer, d'une collectivitã territoriale, d'une exploitation agricole ou d'un complexe industriel.

ARTE Regardsã - 32 minutes

Haute-Savoie, polluants ãternels dans l'eau potable

Rumilly, Haute-Savoie, 16 000 habitants : ARTE Regards diffuse de tãmoignage d'un maire et prãsident de la communautã de communes, soudainement confrontã ã une pollution aux PFAS, et pionnier dans la recherche d'une solution.

Arte Regardsã

Des arbres pour lutter contre la sãcheresse

Le changement climatique est bel et bien lã . Comment en attãnuer les effets ? De plus en plus d'agriculteurs misent sur l'agroforesterie en plantant des rangães d'arbres dans les champs pour faciliter la croissance des plantes et protãger les sols du dessãchement. Le carbone ainsi fixã, la biodiversitã peut se dãvelopper. Retours d'expãrience dans un vignoble au pied du Pic Saint-Loup (Occitanie, France), dans des vergers de Volkertshausen (Bade-Wurtemberg, Allemagne) et dans les pãturages boisãs d'un ãlevage de porcs de Trischlberg (Baviãre, Allemagne).

ARTE Regardsã - 32 minutes

ã

LUTTES

Justice pour le Vivant : Les ONG souhaitent obliger l'ãtat ã revoir l'ãvaluation des risques des pesticides

Les cinq ONG environnementales de Justice pour le Vivant ont fait appel d'une partie du jugement rendu par le tribunal administratif de Paris le 29 juin dernier, afin d'obliger l'ãtat ã combler les failles des mãthodes d'ãvaluation des risques des pesticides, reconnues de maniãre historique dans le premier verdict. L'ãtat, condemnã ã respecter les objectifs des plans ãcophyto et ã mieux protãger ses eaux, a lui-mãme fait appel de la dãcision.

Dans sa dãcision du 29 juin dans le cadre de Justice pour le Vivant, l'action menãe par POLLINIS, Notre Affaire ã Tous, Biodiversitã sous nos pieds, ANPER-TOS et l'ASPAS, le tribunal administratif de Paris a reconnu pour la premiãre fois l'existence d'un prãjudice ãcologique rãsultant d'une contamination gãnãralisãe de l'eau, des sols et de l'air par les pesticides, ainsi que la faute de l'ãtat franãais dans cette situation. Il a ãtã condemnã ã prendre les mesures nãcess

pour respecter les objectifs des plans Écophyto et pour protéger les eaux souterraines du pays. Les failles des procédures d'évaluation et d'autorisation de mise sur le marché des pesticides ont également été reconnues par le tribunal, mais la juridiction n'a pas contraint l'État à agir sur ce point. Considérant que la révision du processus d'homologation des pesticides est la condition sine qua none d'une réduction systémique et urgente de l'utilisation des pesticides en France, les cinq ONG de Justice pour le Vivant ont fait appel de cette partie de la décision, en déposant une requête devant la cour administrative d'appel de Paris le 29 août 2023. Elles cherchent à obtenir un changement concret des méthodes d'évaluation des risques des pesticides, préalable indispensable pour enrayer l'effondrement de la biodiversité.

Face à sa condamnation et à la reconnaissance historique de sa responsabilité dans l'effondrement de la biodiversité, l'État a lui aussi fait appel du jugement rendu. L'appel n'étant pas suspensif, il doit toujours, d'ici le 30 juin 2024 : d'une part, prendre toutes les mesures utiles pour respecter les objectifs de réduction des pesticides prévus par les plans Écophyto ; d'autre part, protéger réellement, comme la loi l'y oblige déjà, les eaux souterraines du territoire des effets des pesticides et de leurs résidus, rappellent les ONG.

À

RECRUTEMENTS

Commission nationale du débat public

Alors que les acteurs du secteur ont découvert la Commission nationale du débat public (CNDP) à l'occasion du débat engagé en Île-de-France sur le projet de filière membranaire haute performance porté par le SEDIF, la CNDP fait part de sa campagne de recrutement. Pour chaque concertation qu'elle accompagne, la CNDP désigne un ou plusieurs garants de la concertation dont le rôle est de garantir les procédures de concertation ; de veiller à la qualité, la sincérité, l'intelligibilité des informations diffusées au public ; de garantir la qualité du dispositif participatif. La session ouverte jusqu'au 13 octobre est destinée aux candidats disponibles pour intervenir dans les régions suivantes : Hauts-de-France, Grand Est, Bourgogne-Franche-Comté, Bretagne, Normandie, Centre-Val de Loire, Corse, Guadeloupe, Martinique, Guyane, Mayotte.

CNDP

À

LOIRE-BRETAGNE

40 ans d'expérience et demain + encore

À l'occasion de son quarantième anniversaire, l'établissement public Loire vous invite à découvrir sa nouvelle exposition. Riche de son expérience et de son histoire pleine de rebondissements, acteur de la gestion de l'eau et des risques associés au plus près des territoires du bassin de la Loire et ses affluents couvrant 1/5ème du territoire hexagonal, il a su s'adapter au cours de ces quatre décennies pour trouver l'équilibre entre la satisfaction des différents usages de l'eau et la préservation de ce riche patrimoine naturel.

Entre rétrospective et avenir, une balade en chanson

À

Il y a de la vie dans l'eau ! Aujourd'hui et demain

Les maternelles, Écoles, collèges et lycées du bassin Loire-Bretagne ont jusqu'au 23 décembre 2023, pour envoyer leurs affiches ou vidéos. Ces travaux doivent illustrer les effets du changement climatique sur l'eau et les milieux aquatiques et les solutions possibles pour les préserver. Les lauréats verront leurs projets devenir l'émblème 2024 pour célébrer la journée mondiale de l'eau le 22 mars. Les projets seront valorisés sur les sites et réseaux sociaux de l'agence de l'eau et de ses partenaires. La classe lauréate se verra offrir en fin d'année scolaire, une sortie pédagogique sur l'eau et les milieux aquatiques, encadrée par une association d'éducation à l'environnement, agrémentée par le ministre chargé de l'éducation nationale.

Les lauréats au concours 2023 ont été : le collège Georges Sand à La Châtre (Indre) ; l'école Le Lys de la Vallée à Julien-de-Concelles (Loire-Atlantique) ; le lycée Saint-Michel à Priziac (Morbihan). Les présélectionnés étaient : l'école Saint-Paul à Cuinzier et le collège Papire Masson à Saint-Germain-Laval (Loire) ; le collège Julien Dumas à Nérondes (Cher) ; le collège du Champs de la Motte à Langeais (Indre-et-Loire) ; le lycée Émile Zola à Châteaudun (Eure-et-Loire) ; le collège Saint-Joseph à Vallet (Loire-Atlantique) ; l'école de l'Éveil de Naizin à Vellys (Morbihan).

Loire-Bretagne

À

SEINE-NORMANDIE

Île-de-France : Renaturer les quartiers en politique de la ville

L'Institut Paris Région publie une note sur la renaturation des quartiers en politique de la ville. La note rappelle que sur les 272 quartiers en politique de la ville (QPV) d'Île-de-France, 145 sont concernés pour plus de 50 % de leur superficie par un enjeu de renaturation ; le renouvellement urbain constitue à ce titre une opportunité à saisir. Les initiatives de renaturation engagées sont à renforcer au vu des bénéfices pour le cadre de vie des habitants, la biodiversité et l'adaptation au changement climatique. Elles doivent être conçues dans la durée pour être réellement bénéfiques, en s'appuyant sur les dispositifs de financement existants.

Note rapide "Renaturer les quartiers en politique de la ville" à

À

Val-de-Marne : Choisy-le-Roi accueille la visite du Président

Choisy-le-Roi, c'est la plus grande usine du SEDIF (Syndicat des eaux d'Île-de-France) et le président, c'est bien sûr André Santini, qui avait donc choisi de conduire sa visite de rentrée dans le Val-de-Marne. En service depuis... 1861 (bien avant la création du Syndicat qui fête cette année son centenaire ; l'installation se résument alors à une petite pompe à feu), l'usine Edmond Poincaré n'a cessé de se développer et se moderniser. Avec une capacité maximale de 600 000 m³/jour et une production moyenne de 302 000 m³/jour, elle alimente aujourd'hui 1,6 million d'habitants. Le SEDIF y a engagé trois chantiers d'envergure pour un investissement de plus de 60 millions d'euros. Cela concerne :

La rénovation de l'unité d'épuration, engagée en 2021 et qui s'achèvera en 2026 pour un montant de 33,6 millions

d'euros. Situées en fin de la filière de production d'eau, les pompes de l'unité alimentent en eau potable le réseau de première agglomération de la banlieue sud de Paris. Pour partie mise en service dans les années 1950, l'unité était devenue vétuste et présentait un faible rendement en dépit de plusieurs phases de rénovation survenues courant des années 1980.

La refonte de l'unité d'inter-ozonation, engagée en 2022 et qui s'achèvera en 2026 pour un montant de 22,15 millions d'euros. L'ensemble des équipements de l'unité va être renouvelé. La future installation sera dotée de 9 ozoneurs permettant d'adapter la production d'ozone aux besoins, tant minimaux que maximaux, offrant ainsi des économies d'énergie tout en assurant une plus grande pérennité de l'installation. Il est nécessaire d'assurer la continuité de la production durant toute la durée du chantier, le phasage de ces travaux s'avère particulièrement complexe puisqu'il s'agit de faire vivre ensemble des générations d'équipements que plus de 50 ans séparent.

Le renouvellement de vannes de liaisons hydrauliques inter-unités qui va s'opérer sur 2 ans (2023-2024) pour un montant de 6,6 millions d'euros. 8 vannes seront retirées et 18 renouvelées, ceci sur un total de 206 vannes recensées avec des diamètres compris entre 500 mm et 2 500 mm pour la plus importante : la mesure vanne papillon en fonte ductile reliant un réservoir à l'unité agglomération avec une pression de fonctionnement pouvant s'élever jusqu'à 6 bars.

Les invités du Président ont par ailleurs pu découvrir la sonde Fluocopée développée par le SIAAP (Syndicat interdépartemental d'assainissement de l'agglomération parisienne) en collaboration avec le laboratoire LEESU de l'Université Paris-Est Créteil. Le capteur analyse en temps réel et à haute fréquence différentes composantes des matières organiques. Ces données sont essentielles pour optimiser le traitement. De plus, ces données recueillies à l'amont de Paris (sur les prises d'eau du SEDIF à Choisy-le-Roi et Neuilly-sur-Marne), comparées à celles acquises par le SIAAP à l'aval (sur Seine centre, Seine aval et Seine Grésillons), vont contribuer à une meilleure connaissance du fonctionnement des cours d'eau baignant la métropole.

La visite s'est achevée sur le toiture-terrasse du décanteur A où a été inauguré le pilote d'un projet photovoltaïque. 432 modules installés depuis novembre 2020 sur 1 600 m² ont produit 340 751 kWh qui ont été injectés dans le réseau de l'usine.

Usine de Choisy-le-Roi - plaque

À

À

À À À

À

Photo 1 - À Pierre Clervil, ingénieur, présente les nouveaux équipements de l'unité d'ozonation : sur la gauche, les anciens ozoneurs, sur la droite la nouvelle génération.

Photo 2 - À Mathieu Gaume, ingénieur, fournit un point de comparaison pour apprécier les 2 500 mm de la nouvelle vanne de liaison hydraulique.

Photo 3 - À Sylvie Thibert, ingénieure Qualité de l'eau et risques sanitaires, présente la sonde Fluocopée.

Photo 4 - Visite de la terrasse photovoltaïque avec ses conceptrices, À Emmanuelle Rodelet et Isabelle Radlak.

À

Essonne :À Quand Suez vend l'eau quatre fois son coÃ»t de production

On sait que la trÃ¢ve estivale est propice aux mauvais coups. Suez vient d'en fournir un mÃ©chant exemple avec la derniÃ¨re facture de vente d'eau en gros adressÃ©e Ã la RÃ©gie Eau Cœur d'Essonne en aoÃ»t pour la desserte l'agglomÃ©ration. AprÃ¨s plusieurs annÃ©es d'augmentation suivant approximativement la hausse des prix, cette facture comporte une hausse de 39,4 % par rapport Ã celle du dÃ©but de l'annÃ©e. L'association Eau publique Orge Essonne Ã l'origine de cette "dÃ©nonciation" rappelle que cette "hausse d'une brutalitÃ© sans prÃ©cÃ©dent" intervient alors mÃªme que les nÃ©gociations piÃ©tinent entre Suez et le nouveau Syndicat Eau du Sud francilien (SESF) qui rÃ©unit les agglomÃ©rations dÃ©pendantes de ses usines de production d'eau Ã partir de captages en Seine, dont Cœur d'Essonne.

Eau publique Orge Essonne -À Coordination EAU IDF

À

Est Ensemble : Mise en place du Forum citoyen de l'eau

Le 27 septembre s'est tenue Ã Montreuil une rÃ©union des associations qui se sont mobilisÃ©es de longue date pour une gestion publique de l'eau Ã Est Ensemble. Les organisations suivantes Ã©taient prÃ©sentes : Attac 93, AGA PrÃ©-Saint-Gervais, MNLE 93, Bondy autrement, Coordination EAU IDF, Collectif eau publique des Lilas et EELV Les Lilas. Les sections de la LDH et le collectif Eau publique du PrÃ© Ã©taient excusÃ©s.

La rÃ©gie et Est Ensemble prÃ©parent une nouvelle tarification de l'eau. Les dÃ©cisions seront prises au conseil de territoire du 26 novembre. S'il s'agit lÃ d'un processus "rÃ©servÃ©" aux Ã©lus, la Coordination EAU IDF organise trois rÃ©unions publiques afin d'informer les usagers et de jeter les bases d'un Forum citoyen de l'eau. Ces rÃ©unions se tiendront : le 7 novembre Ã Bondy pour les villes de Bondy, Noisy et Bobigny ; le 10 novembre Ã Montreuil pour les villes de Montreuil, de Bagnole et de Romainville ; le 14 novembre aux Lilas pour les villes des Lilas, du PrÃ©-Saint-Gervais et de Pantin. Dans ces rÃ©unions animÃ©es par les associations, le prÃ©sident de la rÃ©gie sera invitÃ© Ã prÃ©senter la nouvelle tarification. Un questionnaire sera prÃ©parÃ© pour recueillir les prioritÃ©s des participants et un compte-rendu de la soirÃ©e sera rÃ©digÃ©, p et envoyÃ© aux Ã©lus.

Coordination EAU IDFÀ À

OUTREMERS

Mayotte : Comment vivre sans eau potable deux jours sur trois ?

Ã cause de la sÃ©cheresse, les deux retenues d'eau sur les collines qui fournissent 80 % de l'eau pourraient Ãªtre Ã sec Ã la fin du mois. Pour tenir jusqu'Ã la saison des pluies en dÃ©cembre, l'eau est coupÃ©e deux jours sur trois. Les 30 000 personnes les plus fragiles de ce dÃ©partement, le plus pauvre de France, devraient recevoir deux bouteilles d'eau gratuites par jour.

France Info

À

Mayotte : Les experts des agences de l'eau mobilisés

Christophe Béchou, ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des territoires, et Sarah El Haïry, secrétaire d'État à la biodiversité ont lancé un dispositif d'appui technique exceptionnel en soutien au préfet de Mayotte, en coordination avec le ministre de l'Intérieur et des Outre-mer, Gérard Darmanin, et Philippe Vigier, ministre délégué aux Outre-mer, chef de file dans la gestion de crise. Ce dispositif, prévu pour une durée de 6 mois, s'appuie sur des spécialistes et experts issus des agences de l'eau et de leurs partenaires notamment la Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne (CACG) et des experts scientifiques et hydrologues.

Écologie France

À

APPELS À PROJETS DES AGENCES

Soutien aux filières agricoles favorables à la protection de la ressource en eau

Depuis 2018, la Région Grand Est et les agences de l'eau Rhin-Meuse, Rhône-Méditerranée Corse et Seine-Normandie ont initié cet appel à manifestations d'intérêt pour le soutien aux filières agricoles permettant de garantir la restauration ou la préservation de la ressource en eau. Cet AMI vise à apporter un accompagnement ciblé pour le développement ou l'adaptation de filières soutenant des systèmes agricoles favorables à l'eau, de par une absence ou une utilisation très limitée des intrants agricoles de synthèse mais aussi une réduction des besoins en eau des cultures, soit en priorisant les systèmes herbagers, l'agriculture biologique et autres cultures sans intrants, telles que la luzerne, le miscanthus, les Taillis Courts, la Rotation, etc. Il ouvert à tout maître d'ouvrage public ou privé.

Dépôt des dossiers - 30 septembre 2023

Loire-Bretagne

Résilience des territoires face au dérèglement climatique

Pour mobiliser les acteurs et faciliter la résilience des territoires face au dérèglement climatique, l'Agence de l'eau Loire-Bretagne lance, du 1er avril au 31 décembre 2023, quatre nouveaux appels à projets avec des taux d'aides très incitatifs.

AAP Pour renaturer les villes et villages et ralentir le cycle de l'eau - L'agence de l'eau mobilise 20 millions d'euros pour multiplier les projets de gestion de l'eau favorables à la renaturation des espaces urbanisés et à la valorisation des milieux aquatiques dans les agglomérations et cœurs de villages du bassin.

AAP Pour reconquérir la biodiversité menacée par le changement climatique - L'agence de l'eau poursuit son action de lutte contre l'érosion de la biodiversité en mobilisant 4 millions d'euros supplémentaires pour : maintenir ou améliorer le fonctionnement des milieux humides et aquatiques pour favoriser la présence des espèces protégées ; mobiliser les collectivités pour renforcer la résilience des territoires via la restauration des milieux humides et aquatiques ; accompagner les entreprises vers des pratiques favorables à la biodiversité.

AAP Pour la sobriété en eau des collectivités et des entreprises face à la rarefaction de la ressource en eau - L'agence de l'eau mobilise 30 millions d'euros pour accompagner les investissements des collectivités et des acteurs économiques non agricoles, pour réduire leurs consommations et être moins dépendants de l'eau.

AAP Pour réduire les fuites dans les réseaux d'eau potable des territoires en déficit d'eau - L'agence de l'eau mobilise 40 millions d'euros, pour accompagner les investissements des collectivités et de leurs services publics pour remplacer les

conduites d'eau potable fuyardes dans les territoires sur lesquels il est le plus urgent d'agir pour réduire les prélèvements.

Information et candidatures

Poissons migrateurs amphihalins sur le bassin de la Loire 2024-2025

L'appel à projets lancé par la Région Centre-Val de Loire, l'État et l'Agence de l'eau Loire-Bretagne a pour objet de susciter des opérations d'expérimentation, de recherche et d'acquisition de connaissances sur les populations de poissons migrateurs amphihalins, leurs habitats. Il vise également la valorisation de ces connaissances. Les projets sélectionnés pourront bénéficier d'une aide financière au titre du Fonds européen de développement régional (FEDER) programme opérationnel interrégional. Elle pourra être complétée par une aide de l'agence de l'eau Loire-Bretagne.

Dépôt des dossiers - 15 décembre 2023

Rhône-Méditerranée Corse

Eau et climat : Agir plus vite, plus fort sur les territoires

Cet appel à manifestations d'intérêt a pour objectif d'accompagner des projets d'adaptation au changement climatique destinés à réduire la vulnérabilité des territoires ou des milieux naturels face aux risques actuels d'inondations extrêmes (crues et sécheresses) et d'augmentation de la température dans un contexte de changement climatique. Il doit s'agir de projets qui contribuent directement aux plans de bassin d'adaptation au changement climatique.

Les projets sont à conduire sur les territoires des deux bassins Rhône-Méditerranée et de Corse.

Étape 2 Dossiers - 30 octobre 2023

Eau et participation citoyenne 2024

Les démarches participatives associant les citoyens peuvent être une réponse, notamment sur les enjeux de l'eau. Par cet appel à projets, l'agence de l'eau souhaite inciter les collectivités à tester des actions citoyennes et à animer des débats avec le grand public sur les enjeux de l'eau pour leur territoire. Les projets financés seront prioritairement des actions et expérimentations par le grand public, préfigurant un passage à l'action à une plus grande échelle, sur un ou plusieurs des enjeux de l'eau sur le territoire ; mais aussi des débats d'idées autour des enjeux de l'eau (avec experts, contributions individuelles ou collectives, acteurs du territoire, etc.). Ils incluront dans tous les cas une phase d'écoute permettant de dresser un état des lieux des perceptions citoyennes des enjeux de l'eau du territoire. Idéalement, les projets proposés combinent ces 3 approches : phase d'écoute, débats d'idées, actions et expérimentations.

Dépôt des dossiers - 31 janvier 2024

Adour-Garonne

Économies et efficience de l'eau

L'Agence de l'eau Adour-Garonne lance un appel à projets visant à accompagner les porteurs de projet dans leur réflexion prospective d'adaptation au changement climatique et à encourager les économies d'eau dans l'agriculture, l'industrie et les collectivités. Cet appel à projets vise à accompagner : les porteurs de projet dans leur réflexion prospective d'adaptation au changement climatique ; les projets les plus importants en termes d'économie d'eau et les plus innovants ; des approches nouvelles et systémiques de la gestion de l'eau ; des outils de communication, de sensibilisation et d'information aux économies d'eau. Il s'articule autour de trois thématiques : 1) Gestion de la ressource et économies d'eau en agriculture : transition agro-écologique, optimisation des ouvrages existants et réduction des prélèvements AEP pour l'irrigation, par exemple ; 2) Économies d'eau en industrie : projets de recyclage, de circuit fermé par exemple ; 3) Économies d'eau dans les collectivités : optimisation de l'arrosage des espaces verts, efficience de l'usage d'eau potable dans les bâtiments collectifs par exemple. Les projets présentés dans les trois thématiques peuvent mobiliser des ressources en eau non conventionnelles (REUSE).

Lettre d'intention - 30 septembre 2023

Dossiers finalisés - 30 août 2024

Accroître la restauration des zones humides en Nouvelle-Aquitaine

La région Nouvelle Aquitaine lance un appel à projets pour la restauration des zones humides, avec le soutien de l'agence de l'eau. À travers cet appel à projets, il s'agit d'encourager, massifier et amplifier l'engagement des acteurs régionaux publics ou privés, dans la réalisation de travaux innovants et ambitieux d'aménagement et de restauration des fonctionnalités hydrologiques des zones humides. Il s'agira en particulier d'encourager la montée en puissance d'actions de préservation et de restauration de la fonctionnalité des zones humides portées par ou en partenariat avec les collectivités locales à l'échelle des bassins versants en réponse aux objectifs de la compétence GEMAPI à savoir : concilier les liens entre la gestion de l'eau et la prévention des inondations, l'aménagement du territoire et l'urbanisme. Différents types d'actions pourront être soutenus : les projets de restauration des fonctionnalités hydrologiques des zones humides ; les projets de restauration des fonctionnalités des tourbières ; les projets de création ou restauration des multifonctionnalités urbaines ou péri-urbaines des zones humides. Les projets retenus serviront également d'exemples pour promouvoir les solutions fondées sur la nature à l'échelle régionale.

Dépôt des dossiers - 01 décembre 2023

À

Eau et solidarité internationales 2024

Les six agences de l'eau françaises lancent leur nouvel appel à projets interagences "Eau et solidarité internationales". Les projets proposés devront à la fois traiter des volets "Accès à l'eau potable" et "Accès à l'assainissement", ou devront mettre en place des activités de protection de la ressource en eau. Les pays éligibles sont situés dans les zones de partenariats institutionnels des différentes agences de l'eau : Bénin, Cambodge, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Laos, Liban, Madagascar, Maroc, Mauritanie, Moldavie, Sénégal, Togo et Vietnam.

Dépôt des dossiers - 15 mars 2024

À

À

Afrique
top

Doter l'Afrique de plans d'alertes précoces

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) alerte sur les effets du changement climatique en Afrique. À l'occasion de l'ouverture du Sommet africain sur le climat à Nairobi, au Kenya, l'OMM a présenté un nouveau plan d'action en faveur d'alertes précoces pour le continent. À ce jour, seule 40 % de la population africaine a accès à ces systèmes offrant pourtant un retour sur investissement plus que décuplé puisqu'il suffit de lancer une alerte 24 heures avant la survenue d'un phénomène dangereux pour réduire de 30 % les dommages qui en résultent. D'après la Commission mondiale sur l'adaptation, en consacrant seulement 800 millions de dollars US à ces systèmes dans les pays en développement, on éviterait des pertes de l'ordre de 3 à 16 milliards de dollars US par an.

OMM

À

Macky Sall appelle à la mobilisation des ressources sur le continent

Intervenant au lancement de la campagne d'annonce "Comblé le fossé, investir dans l'eau" en marge de la 78^{ème} session de l'Assemblée générale ordinaire des Nations unies, le chef de l'État sénégalais a rappelé que 320 millions de 780 millions des personnes n'ayant pas accès à l'eau potable dans le monde vivent en Afrique. "Ce chiffre cache des disparités suivant les pays, mais traduit un besoin urgent de mobiliser tous les moyens disponibles afin de combler le déficit ; surtout que les projections montrent qu'au rythme actuel, l'Afrique n'atteindra pas à l'horizon 2030 les ODD liés à l'eau et à l'assainissement", a déclaré Macky Sall. Il a signalé que le lancement de cette campagne donne l'occasion, après le 9^{ème} Forum mondial de l'eau tenu à Dakar en mars 2022, de remettre cette question vitale au cœur de l'agenda international. Le président sénégalais n'a pas manqué de saluer la résolution du 1er septembre 2023, par laquelle l'Assemblée générale décide de convoquer en 2026 une Conférence internationale sur l'eau et l'assainissement pour accélérer la réalisation de l'ODD-6.

Agence de Presse Sénégalaise (Dakar) - à l'Africa à

À

MAROC

À Ouarzazate, l'apparition de nouvelles sources d'eau est signe de bon augure

Au pied des montagnes du Haut-Atlas, dans la province de Ouarzazate, l'apparition de nouvelles sources d'eau, dans le sillage du séisme d'Al Haouz survenu le 8 septembre, constitue pour les villageois un signe de bon augure où s'emmêlent étonnement et espoirance. Ce phénomène inédit a été constaté par les équipes de la MAP au niveau plusieurs localités sinistrées par le tremblement de terre, particulièrement dans les douars montagneux de la province de Ouarzazate. Perçue comme une manifestation de la bénédiction divine et de la clémence du Créateur, cette eau est entourée de tous les égards.

Maghreb Arabe Presse (Rabat) -   AllAfrica

  

LIBYE

La Cyrénaïque du nord sous le coup des inondations

La tempête Daniel a provoqué des inondations catastrophiques lorsqu'elle a frappé le nord-est de la Libye le 10 septembre. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), 4 333 morts et environ 8 540 disparus ont été dénombrés. Environ 930 travailleurs migrants figurent parmi les morts et les disparus, et comme beaucoup d'entre eux vivaient dans certaines des zones de Derna les plus touchées par les inondations, l'organisation s'attend à ce que le bilan s'alourdisse. Par ailleurs, 42 045 personnes ont d   quitter leur domicile. La fourniture de soins de santé, déjà gravement affectée par une décennie de conflit, est désormais encore plus compromise alors que des milliers de cas d'empoisonnement dus à la contamination de l'eau ont été signalés. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), plus de 100 médecins, infirmières et auxiliaires médicaux ont perdu la vie et près des deux tiers des hôpitaux ne fonctionnent plus que partiellement ou pas du tout.à "Il est urgent d'accélérer les efforts de redressement et de reconstruction sur le terrain", appelle Othman Belbeisi, directeur régional de l'OIM pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. L'organisation a lancé un appel aux dons.à

OIM      à

  

SÉNÉGAL

Mbakhana : Sur les restes de la première usine à vapeur d'eau d'Afrique noire

Mbakhana, un village de la commune de Gandon (région de Saint-Louis), a accueilli, dans les années 1880, la première usine à vapeur d'eau en Afrique noire afin d'approvisionner, en eau potable, Saint-Louis, pendant 67 ans. Aujourd'hui, il ne reste plus qu'un bâtiment en ruine qui menace de tomber. Le site, dans un état de délabrement assez avancé, est abandonné et exposé aux effets dévastateurs du temps. Oumar Diouf retrace son histoire jusqu'à son abandon en 1952.

Oumar Diouf, Le Soleil (Dakar) -   AllAfrica  

Photo Bel Adone -   Wikipédia

BURKINA FASO

Financement du projet d'amélioration des services AEP

Les députés de l'Assemblée législative de transition ont ratifié, en séance plénière, l'accord de prêt entre le Burkina Faso et la Banque africaine de développement (BAD) pour le financement du projet d'amélioration des services d'eau potable et d'assainissement pour le renforcement de la résilience (PASEPA-2R). L'objectif est d'augmenter "durablement et équitabement" l'accès à l'eau potable dans les six régions concernées par le projet, le Centre-Nord, le Centre-Sud, le Centre-Ouest, le Nord, le Sahel et le Plateau central. En matière d'assainissement, le projet va contribuer à améliorer l'accès aux services d'assainissement dans les écoles, les centres de santé, les lieux publics en milieu rural, dans les régions cibles. Des formations seront mises en place pour l'entretien et la maintenance des ouvrages. D'une durée d'exécution de cinq ans, le projet PASEPA-2R va coûter environ 30 milliards FCFA.

Aly Sawadogo, Mariette Traoré, Sidwaya (Ouagadougou) - À l'Afrique

À

À la MACO : La double peine des détenus

Les ouvrages d'assainissement sont vétustes, dégradés et généralement non fonctionnels, à la Maison d'arrêt et de correction de Ouagadougou (MACO). De nombreux détenus, concentrés dans les cellules dans des conditions peu hygiéniques, n'ont pas accès aux infrastructures adaptées pour leurs besoins. Le paludisme, la dermatose, la pneumonie, l'angine se propage. "Nous enregistrons entre 80 et 90 consultations par jour. Le manque d'hygiène dans les cellules et au sein de la prison est un véritable problème sanitaire pour les détenus", confirme l'infirmier-major, Abraham Bicaba. Selon les statistiques du service de santé de la MACO, de juin à août 2023, 556 cas de paludisme, 08 de tuberculose, 87 de diarrhées, 772 de dermatose, 133 de parasitose, 561 de pneumonie, 176 affections ostéo-articulaires ont été enregistrés.

Abdel Aziz Nabaloum, Sidwaya (Ouagadougou) - À l'Afrique

CAMEROUN

Les sapeurs-pompiers confrontés au manque d'eau

Malgré les efforts acharnés des sapeurs-pompiers, un incendie dévastateur a ravagé le lieu-dit "Douche municipale" à Akwa, à Douala, le lundi 18 septembre 2023. L'incendie qui avait débuté la veille, le dimanche, aux environs de 17 heures, a rapidement englouti de nombreuses boutiques, magasins, et résidences. Les sapeurs-pompiers se sont mobilisés rapidement pour tenter de maîtriser les flammes, mais ils ont été confrontés à un problème majeur : le manque d'eau.

Camer.be (Bruxelles) - AllAfrica

Asie
top

Les effets du changement climatique s'accroissent sur le continent

L'Asie, qui est le continent possédant la plus grande masse terrestre s'étendant jusqu'à l'Arctique, se réchauffe plus rapidement que la moyenne mondiale. Selon le rapport de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) sur l'état du climat en Asie en 2022, la tendance au réchauffement en Asie entre 1991 et 2022 a presque doublé par rapport à la période 1961-1990. En 2022, le continent a été frappé par 81 catastrophes liées au temps, au climat et à l'eau, dont 83 % étaient des inondations et des tempêtes. Selon le rapport, plus de 50 millions de personnes ont été directement touchées, plus de 5 000 ont perdu la vie et les dommages économiques ont dépassé les 36 milliards de dollars US. Par ailleurs, de violentes tempêtes de poussière se sont abattues sur une grande partie de l'Asie aride, et en Asie occidentale, plusieurs d'entre elles ont mis en péril la vie des populations.

OMM

CHINE

Collecte d'échantillons de glace et de neige sur le mont Cho Oyu

Des échantillons de glace et de neige ont été collectés pour la première fois au mont Cho Oyu, 6ème plus haut sommet du monde. Ces prélèvements visent à mieux comprendre les changements environnementaux dans cette région de très haute altitude. La veille, une équipe de 18 personnes avait atteint le sommet du mont Cho Oyu, également connu sous le nom de Qowowuyag, culminant à 8 201 mètres au-dessus du niveau des océans. L'expédition mènera un certain nombre de missions telles que l'établissement des stations météorologiques automatiques dans les zones de très haute altitude, la mesure de l'épaisseur de la neige et de la glace au sommet, le forage de carottes de glace, et la collecte d'échantillons de neige et de glace. An Baosheng, le commandant de l'expédition sur place, a annoncé que les

scientifiques se concentreraient sur les sujets majeurs tels que les changements dans le "château d'eau" de l'Asie, l'écosystème et le cycle du carbone, les activités humaines et la sécurité du cadre de vie, ainsi que les ressources minérales et l'environnement géologique, dans l'espoir de mieux comprendre l'impact des changements dans les zones de très haute altitude et les processus extrêmes sur l'environnement écologique du plateau Qinghai-Tibet. Yao Tandong, membre de l'Académie chinoise des sciences (ACS), a déclaré que cette expédition était d'une grande importance scientifique. Le mont Cho Oyu possède la neige et la glace les plus épaisses de tous les sommets de plus de 8 000 mètres d'altitude, et contient les archives potentiellement les plus riches du changement climatique à très haute altitude. La montagne dispose de la meilleure zone pour étudier les effets du retrait des glaciers sur l'écosystème périglaciaire, ainsi que les processus de source de carbone et de puits de carbone, et constitue également la zone idéale pour effectuer des recherches dynamiques sur la santé humaine à très haute altitude, a poursuivi M. Yao.

L'expédition du mont Cho Oyu 2023 s'inscrit dans le cadre de la deuxième exploration scientifique approfondie du plateau Qinghai-Tibet, lancée en 2017. En 2022 et 2023, les scientifiques chinois ont effectué des expéditions sur le mont Qomolangma (Everest) deux années consécutives, établissant un certain nombre de records mondiaux.

Photos Jigme Dorje - Xinhua

À

À

À

La Chine constate le meilleur état de ses rivières et lacs

La Chine constate une "amélioration fondamentale" de l'état de ses rivières et lacs, a annoncé le ministre des Ressources en eau, Li Guoying, lors du 18^e Congrès mondial de l'eau, à Beijing. Alors que le pays compte 45 203 rivières dont la zone de bassin fluvial s'étend sur plus de 50 km², et 2 865 lacs dont la surface d'eau permanente est supérieure à 1 km², ces progrès sont à mettre au crédit des mesures de gestion engagées, notamment la mise en œuvre de l'exploitation conjointe de projets de conservation de l'eau pour surmonter les inondations et les sécheresses, et l'utilisation des projets de dérivation de l'eau pour équilibrer l'approvisionnement dans différentes régions, a précisé le ministre.

Ying Xie, Yishuang Liu - People Daily

À

Le fleuve Huangpu s'apprête à accueillir son premier navire de croisière électrique

Selon des sources officielles, un bateau de croisière électrique sera mis à l'eau sur le fleuve Huangpu à Shanghai dans le courant de l'année. D'une longueur de 41,51 mètres pour 10,9 mètres de large, le Shanghai Jiushi dispose de 150 places. Son système motorisation a été développé par l'Institut de recherche sur les équipements marins de la China State Shipbuilding Corp. Le navire a été livré à son opérateur le Shanghai Huangpu River Cruise au début du mois

d'aoÛt. Il est en train d'être équipé et est en voie d'obtenir les autorisations requises pour sa mise en service.

Plus de 50 navires de croisière naviguent sur le Huangpu à Shanghai, la plupart d'entre eux étant alimentés par des carburants conventionnels.

Yishuang Liu -À People Daily

TIBET

Plus de 21 000 hectares de plantations

43 millions de plants de diverses variétés ont été plantés sur plus de 21 200 hectares dans les montagnes du nord et du sud de Lhasa, ont déclaré les autorités régionales lors d'une conférence de presse. Lancé en 2021, ce projet d'afforestation devrait couvrir, à terme, d'ici 2030, 137 800 hectares s'étendant sur 9 comtés et 35 cantons autour de Lhasa et de Lhokha.

Yishuang Liu -À People Daily

À

INDE

Le groupe Wilo ouvre un nouveau site de production principal

La multinationale Wilo a ouvert une nouvelle usine en Inde. À Kesurdi, dans l'ouest du pays, un complexe de production durable et ultramoderne de haute technologie a été construit sur un site de 94 000 m². Le groupe y fabrique des systèmes de pompage innovants pour la gestion de l'eau en Inde, au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie du Sud-Est.

Wilo compte désormais 16 sites de production principaux dans le monde. "Nous sommes heureux de pouvoir continuer à développer le réseau de production mondial de Wilo grâce à cette ouverture", déclare Oliver Hermes, CEO du groupe Wilo. "Avec ce nouveau site, nous soulignons l'importance croissante de l'Inde. L'expansion de la capacité de production en Inde s'inscrit donc dans la stratégie globale du groupe "région par région" en vertu de laquelle Wilo vise à répondre aux besoins des clients régionaux avec des produits fabriqués localement." Avec cette ouverture, le groupe crée environ 1 500 emplois directs et indirects.

Le recours à des systèmes complexes de gestion de l'énergie et de traitement de l'eau réduit considérablement les émissions de CO₂ de l'usine. Elle seule, l'installation photovoltaïque sur le toit permettra de réduire les émissions de CO₂ de 1 200 tonnes par an. Il s'agit d'une étape importante vers la neutralité carbone, que Wilo souhaite atteindre sur tous ses sites dans le monde d'ici 2025. "Tout ici est à la pointe de la technologie", explique Georg Weber, directeur technique. Des machines et des installations de production ultramodernes sont utilisées pour fabriquer, entre autres, les plus grands produits du portefeuille Wilo : les pompes à turbine verticale Wilo-Vertical Turbine, qui atteignent 42 mètres de haut. Elles sont utilisées, par exemple, pour l'approvisionnement en eau potable, l'agriculture et la lutte contre les inondations. Pour les tester, Wilo a construit le plus grand bassin d'essai d'Asie dans cette nouvelle usine. "Les systèmes de pompage fabriqués à Kesurdi contribuent de manière significative à la sécurité de l'approvisionnement en énergie, en eau et en nourriture et s'inscrivent dans les projets RSE et stratégiques à grande échelle du groupe", résume Oliver Hermes.

Wilo emploie environ 8 450 collaborateurs à travers le monde pour un chiffre d'affaires de 1,9 milliard d'euros.

Wilo

À

À

Amériques
top

CANADA

QUÉBEC

Un comité sur l'adaptation aux changements climatiques

En vue de la prochaine mise à jour du Plan pour une Économie verte, attendue au printemps prochain, le gouvernement de François Legault a mis sur pied un Groupe d'experts en adaptation aux changements climatiques. Ce comité sera coprésidé par Alain Bourque, climatologue et météorologue ayant longtemps travaillé à Environnement Canada et aujourd'hui directeur général d'Ouranos, et Alain Webster, député président du Comité consultatif sur les changements climatiques, un autre groupe chargé de conseiller le gouvernement sur les questions environnementales au sens large. La question préoccupe particulièrement les villes du Québec, qui estiment qu'elles ont besoin de deux milliards de dollars par année pour adapter leurs infrastructures aux changements climatiques, une demande pour laquelle le premier ministre a fermé la porte.

Radio-Canada À

À

Une nouvelle cartographie complète des risques d'inondations

L'entreprise Geosapiens, qui travaille avec plusieurs municipalités du Québec, a annoncé le dévoilement de "la première cartographie complète des inondations au Québec", une plateforme web qui permet de déterminer les zones à risque d'inondation fluviale et côtière. Fondée par une équipe de recherche de l'Institut national de la recherche scientifique, Geosapiens dit avoir créé la modélisation des inondations fluviales la plus exhaustive à ce jour. Cet outil couvre toutes les rivières et tous les ruisseaux de la province et propose un niveau de précision sans précédent pour une telle cartographie à grande échelle, selon le président-directeur général Hachem Agili. Les modèles élaborés par Geosapiens pour surveiller les risques d'inondation sont déjà utilisés par plusieurs municipalités.

La Presse canadienne - Radio-Canada

Geosapiens

À

ONTARIO

Le gouvernement a glissé sous le tapis un rapport sur les changements climatiques

Déclin des récoltes, augmentation des feux de forêt, fragilisation du système de santé : un rapport d'experts lourd de 500 pages dresse un portrait inquiétant des conséquences des changements climatiques en Ontario au cours des prochaines années. Le gouvernement a discrètement rendu le document public cet après-midi, huit mois après l'avoir reçu, sans publicité aucune.

Radio-Canada

À

À TATS-UNIS

Wildlife returns to one of US' most famous rivers

The splash was so loud that Lewis Pugh thought someone had jumped off the bridge he was swimming under. But then Pugh, in the midst of a month-long swim down the United States' Hudson River, saw what had joined him in the water: a bald eagle. "This majestic creature spread its wings and lifted up right in front of us. I will never forget the sight of it," says the environmental advocate. The British-South African, who is a United Nations Patron of the Ocean, is in the tail end of a 517km swim down the Hudson. The journey is designed to cast a spotlight on the river's resurgence - and the need to protect the world's waterways from pollution, climate change and a range of other threats. The appearance of a bald eagle on the Hudson would have seemed nearly impossible a few decades ago. America's national bird, they were on the verge of extinction in the northeastern United States, decimated by the widespread use of the pesticide DDT. But since a ban on the pesticide in 1972, the bald eagles have returned. During his swim, Pugh also saw a black bear, beavers, snakes and some snapping turtles, which can reach 30kg.

The return of wildlife to the Hudson, once one of the country's most-polluted rivers, is seen in many quarters as a conservation success story. It comes after a decades-long effort to clean up the waterway and, for many, it is a promising sign for the future. In 1972 the United States passed the Clean Water Act, which stopped companies from routinely dumping toxins into the river. Bans on commercial fishing were introduced in 1976 and extended in 1985. In 2002, officials began dredging silt laden with polychlorinated biphenyls, better known as PCBs, which had contaminated a 320km stretch of the river. New York State passed a law that established the Hudson River Park Trust to operate and maintain a new public park and estuarine sanctuary along the Manhattan shoreline, one of many efforts to rewild the Hudson's banks. Challenges remain, though. Old dams in some tributaries are still preventing fish from reaching their spawning grounds. As well, riverine planning is uncoordinated, as over 80% of the watershed is privately owned. Climate change is another challenge. Warmer ocean temperatures, causing sea-level rise, as well as more intense heatwaves, flooding and droughts, are affecting the river's ecology. In an assessment in 2011, 70 of 119 wildlife species in New York state were found to be vulnerable to climate change, with mollusks and amphibians near the top of the list.

Freshwater ecosystems are particularly biodiverse, supporting about 10 per cent of all described species. Some 55 per cent of fish species depend on freshwater for their survival. These species are going extinct more rapidly than terrestrial or marine species, with around one-third of all freshwater biodiversity facing extinction due to invasive species, pollution, habitat loss and over-harvesting. In 2018 the World Wildlife Fund estimated that populations of animals living in fresh water experienced a far more drastic decline than elsewhere on the planet - 83% between 1970 and 2014.

Photo Endurance swimmer Lewis Pugh in his 517km journey down the Hudson River

UNEP

À

ARIZONA

Les solutions solaires au secours de la faune et du bétail

L'ONG Arizona Deer Association (ADA) s'est adressée à TerrePower (une division de BBB Industries, fabricant de composants pour l'industrie automobile et les énergies renouvelables) pour équiper de panneaux solaires les points d'eau destinés à la faune sauvage et au bétail d'Arizona. La solution permet d'équiper, sans grand entretien, des puits éloignés et difficiles d'accès.

BBB Industries - Sustainable Manufactured Solar Solutions Provide Water for Wildlife in Arizona

Photo Arizona Deer Association

À

OREGON, CALIFORNIE

Trois imposants barrages bientôt démantelés

Alors que nombre de pays songent à lancer de nouveaux chantiers de barrages hydroélectriques, en Oregon et en Californie, c'est tout le contraire qui se produit. Une série d'imposants barrages est actuellement démantelée. Des infrastructures qui ont bouleversé pendant des décennies, les écosystèmes et les populations locales. Une équipe de Radio-Canada s'est rendue sur le fleuve Klamath.

Radio-Canada

À

FRONTIÈRE MEXICAINE

Le Texas installe un mur flottant sur le Río Grande

Pour réduire le nombre d'arrivées illégales, les autorités américaines du Texas ont fait installer une chaîne de bouées dans le fleuve qui sépare le Mexique des États-Unis. Les bouées sont équipées de lames en forme de disque et taillées en dents de scie pour faire office de fils barbelés flottants. Mi-juillet, le ministre américain de la Justice a porté plainte au civil contre l'État du Texas, pour tenter de le forcer à retirer cette barrière. Mais le gouverneur texan Greg Abbott n'a pas plié. En attendant, c'est un entrepreneur local qui a pris les devants pour tenter de bloquer la mesure. Jessie Fuentes, propriétaire d'Epi's Canoe and Kayak Team, société organisant notamment des tours en kayak, a saisi la justice "car le site prévu pour l'installation de ces bouées se trouve exactement là où il organise ses activités et cela va porter atteinte à ses opérations", a déclaré à l'AFP son avocat, Carlos Flores.

Le Río Grande, qui naît dans les montagnes rocheuses au Colorado avant de traverser le Nouveau Mexique et le Texas pour se jeter dans le golfe du Mexique, fait office de frontière naturelle et internationale entre les États-Unis et le Mexique sur environ 2 000 kilomètres. Au Mexique nommé Río Bravo, le fleuve est régi par des traités entre ces deux pays.

France Info - BFM TV

À

AMÉRIQUE LATINE & CARAÏBES

La Banque mondiale et la BID unissent leurs forces

La Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement (BID) ont annoncé ce jour un partenariat quadriennal novateur visant à améliorer les résultats de développement au profit des populations d'Amérique latine et des Caraïbes.

Au siège de la BID à Washington, le président de la Banque mondiale, Ajay Banga, et le président de la BID, Ilan Goldfajn, ont signé un protocole d'accord qui a pour objet de renforcer le soutien aux initiatives de zéro déforestation nette en Amazonie, de renforcer la résilience des Caraïbes aux catastrophes naturelles et de combler l'écart d'accès au numérique en Amérique latine et dans les Caraïbes. En outre, la MIGA, institution de la Banque mondiale spécialisée dans l'assurance contre le risque politique, et IDB Invest, institution du Groupe de la BID spécialisée dans les opérations avec le secteur privé, ont convenu de travailler ensemble à l'atténuation du risque politique dans la région. Les deux organismes travailleront aux côtés de la Société financière internationale (IFI) de la Banque mondiale pour attirer davantage d'investissements du secteur privé dans la région.

Banque mondiale

À

Risques climatiques et leurs effets pour les intermédiaires financiers

Une nouvelle étude de la Banque européenne d'investissement (EIB) met en lumière les risques climatiques en Amérique latine et dans les Caraïbes et les effets auxquels sont confrontés les intermédiaires financiers pour piloter la transition verte.

Bien qu'elle contribue à moins de 5 % des émissions mondiales de CO₂, la région est très vulnérable aux risques climatiques en raison de son exposition accrue aux événements climatiques aigus, des risques chroniques et de sa

capacités limitées d'adaptation et d'atténuation. Les intermédiaires financiers de la région sont exposés aux risques tant physiques que de transition en raison de la concentration de leurs portefeuilles de prêts dans des secteurs à haut risque. Les besoins d'investissement en matière d'adaptation au climat et d'atténuation de ses effets sont énormes, et les flux d'investissement sont à la traîne par rapport à ceux d'autres régions. Les banques de développement, en coopération avec les organisations financières internationales et les gouvernements locaux, ont un rôle crucial à jouer pour combler cette lacune.

EIB - Climate Risks in Latin America and the Caribbean: Are banks ready for the green transition? Â Â

9 Latino-Américains sur 10 demandent des politiques climatiques plus strictes

La Banque européenne d'investissement (EIB) a publié les résultats de l'enquête latino-américaine et caribéenne de son enquête sur le climat. L'enquête, réalisée en mai 2023, a recueilli les réponses de plus de 10 500 participants de 13 pays de la région. Elle vise à comprendre comment les gens perçoivent le changement climatique, quels sont ses impacts sur eux et ce qu'ils attendent des gouvernements en la matière.

EIB Climate Survey Â Â

Â

Â

Économie

Â
top

Tachkent, Ouzbékistan - Entrée en vigueur du contrat de modernisation et d'amélioration des services d'eau

Le Tashkent Water Transformation Plan (TWTP), mené en collaboration avec les autorités ouzb   kes est entrée en application au mois d'août. Ce contrat de 7 ans d'un montant de 142 millions d'euros, vise la modernisation des réseaux d'approvisionnement en eau et d'assainissement de la capitale ouzb   ke (3 millions d'habitants), ainsi que l'optimisation de la gestion de la compagnie des eaux, Tashkent Shahar SuvTaminoti (TSST), afin de se conformer aux normes internationales. Le contrat est conclu entre Suez, la Société nationale des eaux Uzsvtaminot, la municipalité de Tachkent et le ministère de la Construction, du Logement et des Services communaux. Financé par un prêt direct du Trésor fran  ais ainsi que par un crédit acheteur Bpifrance Assurance Export, ce contrat comprend : une réduction des pertes d'eau en identifiant 30 000 fuites pour un gain estimé à l'équivalent de la consommation annuelle d'une ville ouzb   ke de 330 000 habitants ; la mise en œuvre des solutions digitales dans un nouveau centre d'opérations équipé d'outils intelligents d'aide à la d  cision et l'installation de 650 000 compteurs intelligents ; l'amélioration de la qualité de l'eau et la mise en place de services clients avancés ; la mise en place d'une facturation basée sur la consommation visant à réduire la consommation globale en eau de la ville et faire face aux défis de la pénurie d'eau dans un contexte de changement climatique.à

Suez

  

Chine - Suez signe deux nouveaux contrats dans les secteurs de l'eau et des déchets

Suez annonce la signature de deux nouveaux contrats dans les secteurs de l'eau (   Chongqing) et des déchets (   Shanghai pour le premier projet national de valorisation des matières plastiques).

Suez et Chongqing Water Group (CWG) investissent conjointement 1,25 milliard de RMB (plus de 160 millions d'euros) dans la construction et l'exploitation d'une usine de traitement de l'eau, en vue d'améliorer la résilience du système d'approvisionnement en eau de l'agglomération et de contribuer à sécuriser le service de l'eau sur le long terme. D'une capacité de 400 000 m3/j, la nouvelle installation comprend le prélèvement et la production d'eau, des stations de pompage ainsi que des réseaux de distribution d'eau. D'ici 2025, date d'achèvement de l'usine, la capacité de production d'eau de Suez    Chongqing atteindra 1,68 million de m3/j, ce qui permettra de desservir plus de 3,3 millions de personnes, contre 2,7 millions aujourd'hui.

   ce jour, Suez a investi 4 milliards de RMB (plus de 510 millions d'euros)    Chongqing dans le cadre de sa coopération de long terme avec la ville, initiée en 2002.à

Suez

